

Rouge

Ecole
Interview
de Bouchareissas
secrétaire général
du CNAL

P 16

M 1578 N°10926,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 16 au 22 déc 83

**On ne peut
pas contenter tout
le monde ...**

L y a un an, le CNPF réunissait 20 000 patrons à Villepinte. A l'époque, avec des pleurs et des grincements de dents, Gattaz réclamait du gouvernement la liberté pour les patrons. Le CNPF était alors contesté parmi ses pairs, le SNPMI occupait volontiers la rue entraînant les petits patrons.

Un an après, le CNPF réunit une assemblée générale. Serein et conquérant, Gattaz rappelle toujours les mêmes exigences : « Liberté des prix, liberté de licencier, libérer l'entreprise de toutes les contraintes et rigidités ». Le discours n'est pas neuf : ce que veut supprimer le CNPF, ce sont tous les acquis, tout ce qui peut protéger l'ouvrier de son patron. Ce qui est neuf, c'est l'assurance, la confiance retrouvée. D'où le CNPF tire-t-il cette nouvelle arrogance ? Point de mystère là-dessus.

Q UAND le CNPF parle de supprimer la taxe professionnelle, il s'appuie sur une déclaration de Mitterrand qui affirmait il y a trois ans, « c'est un impôt insensé ». Quand le CNPF parle d'initiative patronale, de la liberté de licencier, c'est le discours de Delors et de Fabius qu'on entend en contrepoint. « Notre action et nos efforts n'ont pas été inutiles », se réjouit Gattaz.

Face à des travailleurs qui exigent aujourd'hui le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat, les patrons de ce pays peuvent sortir de leur tiroir les recommandations gouvernementales.

M AIS, malgré tout cela, la politique gouvernementale ne satisfait pas le CNPF : « Nous ne nous contenterons plus de promesses même alléchantes. Nous exigeons des actes en conformité avec les intentions affichées. » Ainsi, Gattaz exige la liberté des prix, la suppression de la taxe professionnelle, les horaires variables et la liberté totale de licencier.

Pour les travailleurs, c'est un même mot d'ordre qui jaillit des grandes manifestations laïques, antiracistes et de la grève de Talbot, témoins du rapport de forces réel qu'il faut faire jouer : « Nous exigeons des actes en conformité avec les engagements pris avant le 10 mai. »

On ne peut pas contenter tout le monde ...

Talbot en lutte



Union, solidarité contre les licenciements

**L'Europe
capitaliste en crise**

P 10

**Soldats
Victoire à Landau**

P 8

**Salaire
L'heure de l'action**

P 5

ELECTIONS PARTIELLES

Un effet Le Pen ?

• Devant les succès de l'extrême droite, il ne faut ni sourire ni pleurer mais chercher à comprendre. Pour en tirer toutes les leçons

A PRES Dreux et Aulnay-sous-Bois — sans parler du 20^e arrondissement de Paris en mars dernier — le Front national vient de confirmer sa percée électorale. Le 11 décembre, à l'occasion d'une législative partielle dans la deuxième circonscription du Morbihan, Le Pen a obtenu 12,02 % des suffrages.

Ces succès à répétition ont de quoi inquiéter. D'autant que, s'il fait assaut de respectabilité, ce courant exploite sans vergogne des thèmes ouvertement racistes. Même à Auray, sa campagne fut centrée contre les immigrés — bien qu'ils soient pratiquement absents de la région — qui bientôt « s'installeront chez vous, mangeront votre soupe et coucheront avec votre femme, votre fille ou... votre fils ».

La progression du Front national ne concerne cependant que des scrutins partiels. Il est loin d'être prouvé qu'il obtiendrait de semblables scores lors de législatives nationales. De plus, l'organisation de Le Pen bénéficie, grâce aux médias, d'une caisse de résonance qui amplifie artificiellement son audience et sa place politique. Elle sait également utiliser à son profit les difficultés de la droite parlementaire. Ainsi, à Auray, pas moins de trois candidats se réclamant de l'UDF étaient en compétition.

Tout cela interdit de parler de surgissement d'une force fasciste de masse voire même d'un processus similaire à celui qui donne naissance au mouvement poujadiste dans les années cinquante. Car si le grand capital aspire à se débarrasser promptement du gouvernement actuel, il ne fait pourtant pas le choix d'une solution qui suppose une confrontation centrale entre les classes. Celle-ci comporte en effet le risque de susciter une puissante mobilisation dans les rangs ouvriers. Les possédants préfèrent donc, au stade actuel, exploiter les capitulations de la majorité et recourir à une tactique d'usure.

Evolution en profondeur

En outre, l'extrême droite dans son ensemble est aujourd'hui incapable de se doter durablement d'une assise de masse. Les tentatives du SNPMI dirigé par le pétainiste Deuil, de structurer le petit patronat réactionnaire ne sont guère concluantes. Son dernier rassemblement national n'a réuni que 2 500 personnes contre 12 000 un an plus tôt. De même, dans la police, la fédération profes-

sionnelle indépendante (FPIP) — qui fut à l'origine des manœuvres de déstabilisation du printemps — risque de disparaître, minée par une grave crise organisationnelle et par l'effondrement du nombre de ses adhérents.

Il reste qu'un tel phénomène révèle une évolution en profondeur qu'il convient d'analyser avec soin.

1 Les scores du Front national marquent la radicalisation d'une partie de l'électorat de droite qui supporte de moins en moins la présence d'un gouvernement de gauche. L'orientation du RPR et de l'UDF depuis le 10 mai 1981 a favorisé cette dynamique. Pour refaire le terrain perdu, ils ont cherché à souder autour d'eux les couches les plus conservatrices. Dans ce but, ils ont largement fait appel à des militants ou des transfuges des groupes fascistes dont ils n'ont pas hésité à reprendre les couplets racistes. Simone Veil parle elle-même de la « stratégie folle de l'opposition qui a banalisé l'extrême droite ».

Chirac, Giscard et Barre en avaient maintenant le prix : alors qu'ils en sont encore à s'efforcer de prendre le pas les uns sur les autres, une partie de leur base — très minoritaire mais significative — se tourne vers une formation qui se présente comme « l'opposition qui s'oppose », c'est-à-dire qui paraît refuser les vagues-hésitations des états-majors. Cela permit à Le Pen de bénéficier, dans le Morbihan, du soutien d'une partie du RPR local, auquel d'ailleurs son suppléant appartenait.

2 Plus profondément, le succès des thèmes démagogiques

— « chômage, matraquage fiscal, laxisme moral, ras-le-bol » — et racistes témoigne du développement d'un vaste sentiment d'insécurité. Il est à cet égard frappant que le Front national progresse parallèlement dans de grands centres urbains à forts taux de délinquance (comme à Dreux ou Aulnay) et dans une circonscription mi-rurale mi-commerçante comme Auray.

Diverses catégories sociales se révèlent plus particulièrement sensibles au discours d'un Le Pen. Ce sont d'abord certaines couches de la petite-bourgeoisie traditionnelle dont l'existence se trouve menacée par la crise et l'alourdissement de la fiscalité. Mais sont également concernés des secteurs populaires, souvent les plus touchés par la diminution du niveau de vie des salariés. A Auray, par exemple, le président du Front national obtient d'excellents résultats



Le Pen à Auray. Un peu de démagogie pour ramasser des voix.

dans le bureau n°1 (centre-ville commerçant) et dans les bureaux n°3 et 5, qui sont des bastions du PCF.

3 Fait nouveau, l'extrême droite se renforce partiellement au détriment des partis de gauche. Des électeurs qui, au printemps 1981, avaient voté pour François Mitterrand dans l'espoir de changements profonds, reportent désormais leurs suffrages sur les candidats fascistes.

Voilà où mène le refus des socialistes et des communistes de s'attaquer aux lois du profit, de mettre en œuvre une politique visant à satisfaire les besoins du plus grand nombre. Face à un avenir économique et social qui suscite la peur et l'angoisse, certains travailleurs, désorientés et déçus, peuvent être tentés de se jeter dans les bras de n'importe quel tortionnaire, dès lors que le mouvement ouvrier gaspille son crédit, s'avère incapable de désigner le véritable adversaire et d'offrir une issue radicale à la crise du système.

Conjurer la menace

L'« effet Le Pen » sera-t-il durable ? On ne saurait l'affirmer. Certes, le Front national peut réaliser un bon score aux élections européennes de juin prochain, en raison du mode de scrutin proportionnel et d'enjeux fort limités. Mais à terme, il risque de buter sur une contradiction : celle qui opposera de plus en plus son profil poujadiste à sa volonté de négocier sa place dans le front de l'opposition.

Quelles que soient ses limites, la menace doit être prise au sérieux. Elle implique une riposte offensive et résolue. Mais on ne peut pas se contenter de l'instar de G. Sarre, secrétaire du PS, d'appels pleumichards à « toutes celles et tous ceux qui ont une certaine idée de la conscience humaine ». Pour briser l'essor de l'extrême droite fascisante, il faut reprendre l'initiative, dans les entreprises et dans la rue. Il faut que les campagnes racistes se heurtent à une riposte massive et unitaire comme le 3 décembre à Paris. Il faut surtout adopter une orientation qui contribue réellement à unir les exploités au lieu de leur faire payer les frais de la crise. C'est de cette manière que le mouvement ouvrier, retrouvant ses capacités de polarisation sociale, écartera le danger.

Christian Picquet

UNIVERSITE PARIS VIII

Première victoire

DANS la nuit du 10 au 11 novembre, la police intervenait à Paris VIII (Université de Vincennes à Saint-Denis) pour en expulser les étudiants étrangers qui réclamaient leur inscription, provoquant deux blessés par déféstration. La grève de protestation qui s'ensuivit obligea le président d'université à donner un avis favorable à l'inscription, la balle était donc dans le camp du rectorat et du ministère.

Au bout d'une semaine, le rectorat n'acceptait que 14 inscrits sur... 101 dossiers, ce qui est purement scandaleux car le critère visiblement

choisi était politique : le recteur avait inscrit les 14 « leaders ». Si ce n'est pas une tentative de corruption, on ne sait pas ce que c'est.

C'est dans cette situation que le Conseil d'université décidait dans une première réunion de demander solennellement l'inscription de tous les étudiants. Devant le silence du recteur et le refus du ministère de s'engager, une deuxième réunion extraordinaire du conseil décidait à une majorité absolue de passer par-dessus les règlements et d'inscrire de sa propre initiative les étudiants étrangers, et dans le même

IMMIGRES

Continuons pour l'égalité des droits

A PRES le formidable succès de la marche contre le racisme, le combat doit se poursuivre et s'intensifier autour des bases jetées à travers cette campagne.

Le récent score de Le Pen dans le Morbihan prouve une fois encore que seule une lutte prolongée pourra mettre un réel coup d'arrêt à la montée du racisme.

La plupart des collectifs unitaires, mis en place pour accueillir et soutenir les marcheurs durant les mois d'octobre et de novembre derniers, se sont à nouveau réunis après le 3 décembre pour tirer le bilan de leurs activités et envisager la poursuite de l'action commune.

Maintenir les collectifs, les développer et avancer vers la constitution d'un front unitaire permanent contre le racisme qui puisse être à même d'organiser une campagne systématique d'explications, de mobilisation contre les exactions racistes, telle est la voie à suivre.

Mais, au-delà, le centre des préoccupations, à l'issue de la marche, est l'égalité des droits. Elle interpelle directement le gouvernement sur sa politique envers l'immigration. Elle pose massivement la question suivante : à quand de véritables mesures pour avancer vers l'égalité des droits ?

C'est autour de ces exigences concrètes que la mobilisation et l'action doivent se poursuivre dans les mois qui viennent. D'abord pour obtenir la carte unique de dix ans, automatiquement renouvelable et pour tous les immigrés : les vagues promesses de Mitterrand aux marcheurs ne suffisent pas !

A la suite de la marche, nombre de travailleurs immigrés ont repris confiance

face à la possibilité d'obtenir une telle revendication, de faire céder le gouvernement sur une de ses promesses non tenues du 10 mai. C'est le moment de réaffirmer massivement et dans l'unité cette exigence immédiate qui changerait bien des choses à la situation actuelle des immigrés, hommes et femmes.

La deuxième question est celle du droit de vote. Elle est vitale à l'heure actuelle. Tous les scrutins locaux qui se déroulent ressemblent sur ce point aux municipales de 1983 amplifiées. Il faut arrêter l'utilisation démagogique et mensongère du « problème de l'immigration ». Il faut permettre aux immigrés de ne plus être des « objets » de discussion, mais d'être aussi des acteurs, pouvant sanctionner telle ou telle politique.

Enfin, il faut mettre un coup d'arrêt à la chasse aux immigrés. Cette chasse ne règle en rien la question du travail clandestin. Les procédures d'expulsion qui consistent à renvoyer chez eux sans droit d'appel les victimes des patrons peu scrupuleux qui s'enrichissent sur leur dos sont scandaleuses. Il faut au contraire une politique de régularisation automatique de tous les sans-papiers. Une telle mesure permettrait aux immigrés de dénoncer les pratiques de leurs patrons sans être les victimes de cette dénonciation, elle romprait en plus radicalement avec la pratique du contrôle policier réservé aux teints basanés.

Tels sont les grands axes d'initiative et d'action qui doivent être mis en avant aujourd'hui pour poursuivre sur la base du succès de la marche, la lutte permanente contre le racisme.

Hélène Viken

mouvement de réouvrir les réinscriptions (plusieurs centaines d'étudiants ayant été refusés car ayant déposé leur dossier « hors-délais »).

La lutte a payé, un véritable front commun enseignants-personnels-étudiants s'est réalisé. Désormais, chaque réunion du conseil est préparée en commun entre élus ou non élus des trois composantes de l'université. C'est toute la politique du président de l'université qui est remise en cause : réduction du nombre d'étudiants, diplômes locaux privilégiés, dégradation des conditions de travail du personnel, régime « présidentieliste » où le

président décide de tout tout seul.

Ce « renouveau vincennois » peut être un point d'appui. Contestant les effets des projets de réforme gouvernementaux, il met en avant des éléments positifs : ouverture aux étrangers salariés, aux non-bacheliers, défense et extension des acquis positifs de Vincennes.

Articulant lutte de masse, action unie des trois catégories et action des syndicats et de leurs représentants dans les institutions existantes en les détournant de leurs destination première, la victoire obtenue et l'action menée doit servir de leçon à tous.

Correspondant

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Nom :
Prénom :
Adresse :
Formule choisie :
Règlement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

TALBOT

La volonté de vaincre

- La grève a démarré alors que le gouvernement cède aux patrons sur les plans de licenciements. Après les mouvements laïques et antiracistes, elle trace une voie que la gauche refuse

AU pied du mur on voit le maçon. C'est dans cette situation qu'est aujourd'hui le gouvernement face à la grève de Talbot. La famille Peugeot parle profit, automatisation, robotisation... et suppression de dix mille emplois. Les travailleurs, eux, à l'inverse parlent de refus des licenciements, de mettre les progrès techniques au service de l'amélioration des conditions de travail, de la réduction de ce temps de travail.

Pas de problème, ces deux discours, ces deux intérêts sont inconciliables. Aujourd'hui, il faut choisir ! Et pourtant, que n'a pas fait le gouvernement pour retarder ce choix !

Lorsqu'en juillet 1983 PSA annonça son plan de dix mille suppressions d'emplois, la réaction des travailleurs de Talbot-Poissy fut sans ambiguïté : ils débrayèrent massivement « contre tout licenciement ». Mais que dirent Delors et le gouvernement à l'époque ? Ils acceptèrent les arguments de la direction : « la nécessité d'un dégraissage de l'emploi dans l'automobile ». Le gouvernement se contenta de différer les trois mille licenciements prévus en demandant un volet social et accepta d'abord les préretraites.

La famille Peugeot avait-elle changé d'avis ? Bien sûr que non. Le gouvernement, les dirigeants des partis et syndicats ouvriers le savaient. Mais tous firent croire dès lors qu'il n'y aurait pas de licenciements chez PSA. Dans l'intérêt de qui ?

Il y a encore quelques jours, la CGT-Talbot s'opposait à la section CFDT qui annonçait les licenciements, qui dénonçait l'accord que le gouvernement s'appropriait à donner à ce « dégraissage ». Pourtant, depuis plusieurs semaines, la famille Peugeot envoyait des lettres à de nombreux chefs d'entreprise pour leur proposer la réembauche de futurs licenciés.

Il a fallu l'annonce officielle des licenciements, la détermination de militants syndicaux de Peugeot et la « pression de la base » pour que la grève démarre la semaine dernière. Mais quelle est la première leçon de tout cela ?

Des dirigeants qui font l'autruche

Pendant presque six mois, le gouvernement a accepté le principe des licenciements, a eu comme seul souci d'atténuer le choc, de le différer. Les directions du mouvement ouvrier étaient confrontées à une attaque patronale d'ampleur. Ont-elles dit une seule fois : « La famille Peugeot ne touchera pas à un seul emploi. Nous appelons les travailleurs de ce pays à faire un rempart autour de Talbot » ? Non, elles aussi ont essayé de masquer l'ampleur de l'attaque. *Libération* titrait le mercredi 7 (à quelques heures du lancement de la grève) : « L'attente fataliste des licenciements à Talbot-Poissy ». Que révèle ce titre ? La passivité des travailleurs de l'usine ? Pas tellement, si l'on juge de ce qui s'est passé dans les heures qui ont suivi. Il révèle plutôt le climat dans lequel s'est lancée la grève, le fait que les porte-parole des partis et

des syndicats n'ont rien fait pour préparer cette épreuve de force, qu'ils ont même nié son inéluctabilité jusqu'au moment où ils ne pouvaient plus contredire les faits. Le gouvernement a donc refusé d'utiliser le pouvoir dont il dispose contre la famille Peugeot.

Les « Talbot » ont pris les moyens d'agir, mais quel paradoxe dans ce pays où le gouvernement est issu du 10 mai, qu'ils se retrouvent seuls pour combattre une telle attaque. Sont-ils voués à l'isolement ? Les travailleurs des autres entreprises ne pourraient-ils pas être solidaires de leurs luttes ? Nous croyons qu'ils le peuvent et le doivent.

cette force, cette obstination pour arracher une promesse de mesures de la part de Mitterrand.

L'exemple des Minguettes et du CNAL

Là est aussi la leçon. L'action, la mobilisation sont possibles. Les dirigeants du PS et du PC se sont rencontrés le 1^{er} décembre et, se lamentant sur les progrès de la droite, s'étaient donné comme seule réponse une « meilleure valorisation de l'action gouvernementale ». Ce que prouve la marche contre le racisme, ce que prouvent aussi les

Pas une minute à perdre

Face aux calculs cyniques de la direction de PSA qui voulait profiter des fêtes de fin d'année pour brader 2 905 emplois, chaque jour compte.

Pour encourager les travailleurs de Talbot en lutte contre les licenciements, chaque syndicat, chaque section syndicale, chaque militant... tous ont un rôle à jouer. C'est urgent !

Prendre contact avec les grévistes de Poissy, ce n'est pas

difficile. Se procurer la carte postale éditée par la CFDT, la diffuser massivement, ce n'est pas difficile.

Plus nous serons nombreux à faire ces gestes simples de la solidarité tout de suite, et plus ils auront de force pour dire au gouvernement : « Interdisez les licenciements ! La famille Peugeot ne doit pas faire la loi ! »

P. R.



Au moment où la famille Peugeot décidait des licenciements, les jeunes immigrés étaient pris pour cible ; plusieurs blessés, tués, dans un climat de montée du racisme, et apparemment dans l'indifférence générale. A l'époque, le gouvernement, les dirigeants ouvriers ont-ils pris l'initiative d'une vaste action, pour couper les racines maléfiques du racisme en montrant, chiffres à l'appui, que les immigrés ne sont pas responsables de la crise, en accordant l'égalité des droits aux travailleurs immigrés ? Hélas, non ! A l'inverse, en septembre, le gouvernement décidait de réactiver la chasse aux sans-papiers, présentant cela comme une des solutions au chômage...

Depuis il y a eu le 3 décembre, la marche des jeunes des Minguettes, la plus grande manifestation populaire à Paris depuis le 10 mai, des milliers d'antiracistes regroupés un peu partout dans le pays.

Mais pour cela, il a fallu une bataille acharnée sans aucune aide réelle ni du gouvernement ni même des partis gouvernementaux qui ne rallièrent vraiment la marche que dans ses dernières étapes. Il a fallu

manifestations laïques, c'est que, décidément, oui, la riposte à la droite et au patronat est possible. Mais à chaque fois, ces mobilisations se heurtent aux choix faits par le gouvernement, au silence des partis, à l'inertie des confédérations syndicales.

Le souffle du 10 mai, ce n'est ni à l'Élysée ni à Matignon qu'il s'exprime. Il ne s'est pas éteint pour autant. Mais comment s'étonner, dès lors, de ne pas le retrouver dans les différentes élections partielles, et des points que commence à marquer la démagogie du Front national ?

Prendre les moyens d'agir

Dans chaque mouvement aujourd'hui, il faut s'affronter non seulement à la droite et au patronat mais aussi à la politique menée par le gouvernement.

Dans le conflit des PTT en octobre dernier, plusieurs centres de tri se sont coordonnés entre eux devant le

refus des fédérations CGT et CFDT de centraliser l'action. A la même époque, dans les hôpitaux psychiatriques de la région parisienne en grève, plusieurs sections se sont coordonnées de la même manière.

Nombreux sont les travailleurs qui, à travers les luttes actuelles, comprennent qu'ils ne peuvent attendre des confédérations syndicales le lancement de l'action ; certains cherchent même à se regrouper indépendamment, à faire le travail que leurs dirigeants ne font pas. Non pas pour passer à côté des organisations du mouvement ouvrier, mais pour ne pas être victimes de la paralysie et de la division, pour être maîtres de leur action.

« Prendre les moyens d'agir », face au patronat, face aux mesures d'austérité, tel est le mot d'ordre de l'heure. Il correspond à la situation, aux possibilités.

Prendre les moyens d'agir pour imposer les exigences ouvrières, c'est la voie tracée par les mobilisations laïques, la marche contre le racisme, la grève des PTT, par celle

de Talbot aujourd'hui.

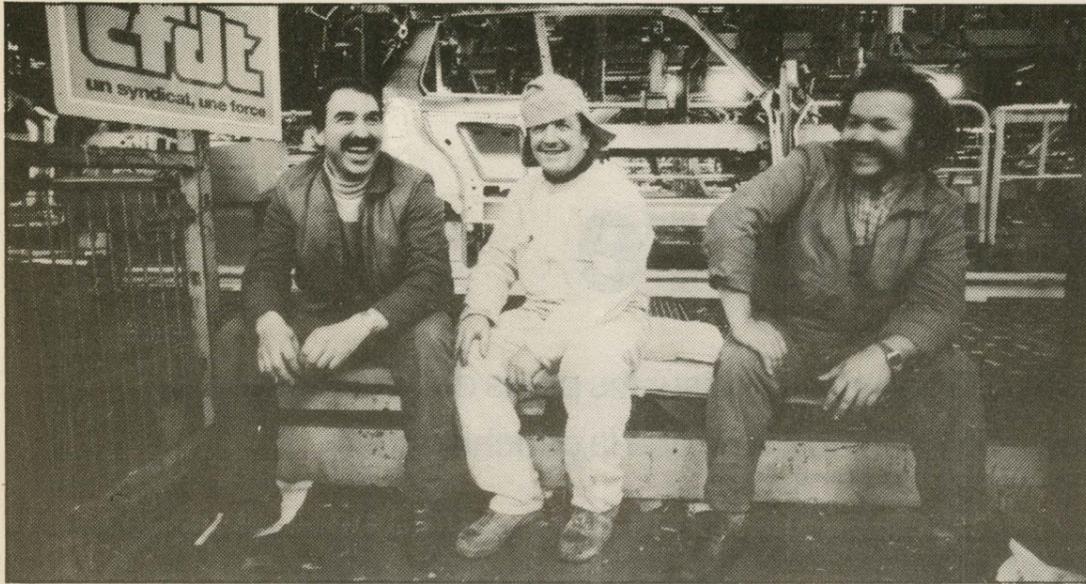
Et nul ne peut croire qu'un seul coup de poing sur la table suffit.

Aux Papeteries Chapelle-Darblay à Rouen, malgré des mois et des mois de grève, le gouvernement a maintenu son acceptation du plan patronal. La marche antiraciste n'a pu à elle seule imposer au gouvernement des engagements précis et le faire revenir sur ses mesures anti-immigrés.

Aujourd'hui à Talbot, l'enjeu est de taille. Pour une réponse à la hauteur, pour imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils dressent le mur de la solidarité, pour imposer au gouvernement qu'il rejette les licenciements, toutes les forces doivent être mises en œuvre.

L'enjeu en est simple. Que Peugeot et ses semblables ne puissent plus faire la loi. Personne ne peut faire croire que le gouvernement est prêt à répondre à cet enjeu. Les travailleurs de Talbot répondent aujourd'hui avec tous les moyens dont ils disposent. A tous de leur tendre la main.

Laurent Carasso



« Contre PSA, nous voulons peser sur les décisions gouvernementales »

● Interview de Jean-Pierre Noual, secrétaire de la section CFDT

● Vous vous trouvez, en fait, devant la volonté de licencier de la direction de PSA...

C'est incontestable : elle a maintenu son dossier en état après qu'il ait été refusé une première fois, mais elle fait semblant de traiter le « volet social », en mettant en place une antenne de l'ANPE sur Poissy...

Dans la réalité, il y a là une question de stratégie globale : PSA veut licencier pour moderniser ensuite. Dans un premier temps, la direction cherche à faire passer les effectifs de Poissy de 17 000 à 12 000. Mais elle ira probablement beaucoup plus loin dans un deuxième temps.

● Ne va-t-elle pas aussi en profiter pour se débarrasser des « gêneurs » ?

Bien sûr, elle ne le dit pas ! Elle met en avant des « critères » visant à créer la division parmi les travailleurs. Elle parle de « compétence », d'« ancienneté »... Mais on a tout lieu de croire qu'elle met sur les listes ceux qui ont le plus animé la grève de juin 1982 !

● PSA ne peut rien faire sans l'accord du gouvernement !

C'est en effet bien clair, ne serait-ce que juridiquement : la demande de licenciement est « soumise à autorisation »... En pratique, cela arrange la direction : elle se tient à l'écart et nous faisons grève pour que le gouvernement prenne une décision en faveur des travailleurs. Nous prenons soin de bien expliquer : la direction exige d'avoir l'accord du gouvernement ; et contre cela, nous voulons que les licenciements soient interdits, de façon, en même temps, à forcer la direction de PSA à négocier avec les syndicats.

● Tu ne dis pas, comme un autre dirigeant syndical, que « tout dépend de Pierre Mauroy » ?

Entendons-nous : il y a un problème d'orientation de la politique du gouvernement ; en particulier par rapport aux décisions que prend Fabius en ce moment. Il faut que cette orientation change. Mais si « le dossier Talbot » est de nouveau sur la table de Mauroy, c'est uniquement en fonction du rapport

de forces. C'est uniquement à cause de la mobilisation.

En fait, d'ailleurs, on voit bien comment, pour tirer profit de la politique actuelle du gouvernement, la direction demande de l'argent : on annonce ce matin dans les journaux que Jack Ralite précise que 500 millions de francs devraient servir à « accélérer la mise en production » dans l'automobile... C'est-à-dire, dans les conditions actuelles, des suppressions d'emplois !

Nous voulons, nous, pouvoir peser sur les décisions gouvernementales.

● Il semble cependant qu'il y ait quelques difficultés au cours de la mobilisation ?

Cela fait maintenant des mois que nous disons : « Il ne faut pas attendre les lettres de licenciement passivement. » Mais on n'a pas convaincu les travailleurs d'agir plus tôt ; ni encore, en ce moment, de développer des actions à l'extérieur de l'usine.

Contre nos propositions, nous trouvons l'attitude de la CGT. Elle a pris la parole, par exemple, dans une des dernières assemblées générales, contre notre projet de manifestation. Nous avons insisté. Mais les travailleurs n'ont pas encore compris ce que nous proposons. Cela tient au crédit important de la CGT (qui faisait 45 % aux dernières élections alors que la CFDT à l'époque faisait seulement 8 %).

Mais cela tient surtout, malheureusement, à la façon dont les travailleurs ont été marqués par vingt ans de CSL : ils ont tendance à attendre qu'on leur dise ce qu'ils doivent faire. Ainsi, par exemple, nous n'avons pas pu réaliser notre projet de « conseils d'ateliers » : nous souhaitons que, par atelier, les travailleurs se réunissent et élisent des délégués, dont le regroupement sur l'ensemble de l'usine aurait pu former une véritable direction de lutte pesant sur les organisations syndicales. On a fait choux blancs.

Par contre, comme on l'entend dire ici de plus en plus, la CFDT est le moteur de cette grève-ci. Ce matin, pour renforcer l'organisation de l'action, nous avons proposé la distribution de « cartes de gréviste » : adoptées par l'assemblée, elles ont eu un succès énorme ; et on faisait la queue dans les ateliers pour les remplir pendant toute la matinée.

● Qu'attendez-vous de la solidarité des autres travailleurs ?

Au travers des cartes éditées par l'UPSM (Union parisienne des syndicats métaux CFDT) et celles éditées par notre propre union départementale, nous tenons à voir s'exprimer le soutien moral des autres travailleurs. Nous souhaitons aussi la venue de délégations. Ainsi ce matin, la CFDT de Chausson-Gennevilliers est venue et cela a beaucoup surpris les grévistes : ils sont arrivés

TALBOT

Tous au côté des grévistes

MERCREDI 7 décembre, à 20 h 30, la chaîne 21 du B3 s'arrête. Les débrayages s'étendent. Jeudi matin, après un mouvement d'occupation, toute l'usine est paralysée. Depuis, la grève s'est installée : les Fenwick sont parqués, immobiles, au B3 ; les portes des principaux bâtiments sont bloquées... Le mouvement est plus fort qu'en juin 1982, car toute la production est arrêtée : pas une voiture ne sort des ateliers.

En fait, depuis cinq mois ce mouvement a été préparé. Dès l'annonce des projets de licenciements, — le 22 juillet — les travailleurs ont été informés, toutes les formes d'action partielles ont été utilisées : débrayages, pétitions, délégations, etc. Ainsi, il y a quelques semaines, 2 500 travailleurs avaient répondu à un questionnaire lancé par la CFDT, sous une forme permettant l'unité à la base : ils disaient « Oui à l'action tout de suite contre les licenciements ».

Une volonté unitaire s'exerce, aujourd'hui, d'en bas, à partir des chaînes et des ateliers, sur les organisations syndicales. L'exigence d'une lutte efficace pour se défendre y est pour beaucoup. L'orientation unitaire de la section CFDT de Talbot aussi. Elle rencontre la volonté unitaire de nombre de délégués de chaînes membres de la CGT.

Grève totale

Aujourd'hui, avec la grève totale, la question-clé est l'organisation du mouvement. Malgré les difficultés dont l'interview ci-contre donne quelques exemples. Au travers des « cartes de grévistes », signées par plusieurs centaines de travailleurs qui s'engagent ainsi à participer aux activités prend en partie forme une première organisation d'une occupation de l'usine, sous la forme tout de suite des roulements pour la nuit.

En fait, il s'agit de consolider le mouvement pour construire une direction de la lutte, mobilisant la masse des travailleurs et pesant sur les organisations syndicales. C'est la tâche de l'heure : des dirigeants de la CGT n'ont-ils pas demandé aux travailleurs — sans succès pour le moment, il est vrai ! — de se tenir prêts à reprendre le travail « dès l'ouverture des négociations ».

Une chose serait de constater que des négociations s'ouvrent après

l'annulation des demandes de licenciements, ou leur rejet ferme et clair par le gouvernement... Tout autre chose serait une « embrouille » visant à désamorcer la lutte pour « discuter » avec des licenciés qui auraient les moyens de maintenir leurs exigences. Sans annulation des licenciements, si des négociations ont lieu, ce ne peut être que sous la pression d'une grève maintenue. Choisir une autre voie serait brader le rapport de forces créé aujourd'hui.

Un gros morceau

Une telle situation met en évidence toute la place que doit prendre la solidarité de l'ensemble des travailleurs et des militants syndicalistes, dans la région parisienne mais aussi nationalement.

En face des grévistes de Poissy, dont la lutte bouscule quelque peu les calculs tactiques de la direction de la CGT, il y a la direction du groupe Peugeot, un des piliers du CNPF. Et la demande de 2 095 licenciements. En fait, en acceptant la logique de ce patronat-là, Ralite et Mauroy cherchent à mettre sur pied une « solution industrielle » comportant un « volet social » pour essayer de « contenter tout le monde ».

Pour ne pas s'affronter au patronat, le gouvernement tourne le dos à la seule politique nettement au service des travailleurs : l'interdiction des licenciements, les 35 heures sans perte de salaire, la nationalisation de PSA et la réorganisation de toute la production automobile sous le contrôle des travailleurs.

Craignant de trahir trop ouvertement l'attente des travailleurs, le gouvernement n'a pas fini d'inventer des astuces tactiques. Avec le souci de faire accepter, malgré tout, le « dégraissage » des effectifs. Ces louvoisements affaiblissent les grévistes. Mais ils témoignent d'une réalité qu'il faut avoir bien en tête : la majorité actuelle sait qu'elle a des comptes à rendre aux travailleurs. Cela doit servir d'encouragement pour tous ceux qui veulent développer la solidarité : « Oui, le gouvernement doit interdire les licenciements ». Le rapport de forces dans l'usine remet cette exigence au premier plan. Pour arracher la décision, le développement de la solidarité, maintenant, avant les fêtes, est décisif.

François Ollivier
Pierre Rème



Au verso de la carte postale, adressée à la section CFDT de Talbot, on lit :

« Je sais bien que les suppressions d'emplois se multiplient partout. Ce qui se passe chez Talbot illustre la volonté patronale de se débarrasser des travailleurs ; c'est pourquoi je tiens à manifester mon soutien à votre refus de tout licenciement.

« La réduction massive du temps de travail constitue la seule réponse possible au chômage ; c'est pourquoi je suis moi-même décidé à engager l'action comme vous dans ma propre entreprise, pour obtenir les 35 heures.

« Je suis d'accord pour que vous remettiez cette carte postale à la direction du groupe Peugeot et aux pouvoirs publics pour qu'ils comprennent que vous n'êtes pas isolés. »

● Pour commander les cartes postales de la section CFDT, une adresse : Section CFDT-Talbot, 12, boulevard Lemelle 78300 Poissy.

● Pour prendre contact rapidement avec les sections syndicales : section CGT : 965 40 00 poste 33 96 section CFDT : 965 40 00 poste 35 82.

à l'assemblée générale, et c'était la première fois que, physiquement, des travailleurs d'une autre entreprise se déplaçaient pour s'adresser à ceux de Talbot pendant une lutte. On est plus habitué à voir défiler des dirigeants nationaux que des délégations d'autres travailleurs !

En même temps, pour que notre lutte aboutisse, il faut donner de l'ampleur à la bataille pour les trente-cinq heures : il s'agit de forcer le patronat à admettre les solutions des syndicats !

● Vous allez vous heurter à ceux qui parlent volontiers de « réalisations » devant la crise.

En fait, il n'est pas admissible que 3 000 personnes, qui ont fait la prospérité de l'entreprise, soient jetées à la rue. Il y a une solution tout à fait immédiate, arithmétique : avec les trente-cinq heures dans le groupe PSA, on peut partager le travail entre tous les travailleurs.

Nous répondons qu'au nom de la compétition économique, on peut justifier n'importe quoi ! Et nous montrons qu'au-delà des solutions immédiates, il faudra changer tout le système, de production comme de consommation.

Propos recueillis
par Pierre Rème



SALAIRES - RATRAPAGES - INDEXATION

L'heure de l'action

MARDI 13, ceux de l'EDF débrayent à 60 % à l'appel de toutes les fédérations syndicales. Une manifestation de plusieurs milliers d'agents, dynamique, avec la CGT et la CFDT, défile dans la capitale. La même matinée, à la Régie Renault, à l'appel de la CGT, plusieurs milliers de travailleurs manifestent dans les rues de Billancourt. L'après-midi, des centaines de délégués des entreprises du groupe sont rassemblés devant le siège social, aux Champs-Élysées, « pour exiger l'ouverture des négociations sur les salaires ».

Mercredi 14, France-Inter, les écrans des trois chaînes de télévision diffusent le programme minimum. C'est la grève pour les salaires, pour l'emploi, à l'appel de tous les syndicats.

Cette page en donne plusieurs exemples. A CII-Belfort toujours occupée, à Limoges, à Lyon, avec

des succès divers, des grèves massives posent la question du rattrapage du pouvoir d'achat. Car partout les travailleurs font les comptes : c'est la baisse ! Le Pors le reconnaît dans la fonction publique. Gattaz s'en réjouit pour le privé. Le CNPF envoie ses consignes aux patrons par lettre le 21 novembre, « afin de freiner vigoureusement la progression (sic !) des salaires ».

Entre la démarche gouvernementale et celle du CNPF, l'addition est gratinée. Après le blocage en 1982, l'interdiction de l'indexation, les augmentations fixées à 8 % maximum, voici que les travailleurs doivent entrer en lutte pour que les clauses de rattrapage, pourtant signées, aient quelque valeur. « Ne pas dépasser 8 %... », écrit le CNPF à ses patrons... Concluez vous-mêmes. Et pour 1984, le mode de calcul des augmentations de salaire « en masse » écarte toute référence à la

hausse des prix ! En deux ans, si l'ensemble de ces mesures passent, le gouvernement et le patronat auront légalisé la fixation des augmentations de salaire au-dessous de l'augmentation des prix !

C'est bel et bien l'heure de l'action, fin 1983 et début 1984, pour mettre ces manœuvres en échec.

Et si tous reconnaissent, syndicats en tête, que le pouvoir d'achat est en baisse, rien ne doit empêcher l'action unie pour le défendre. Divisions, attermoiments, éparpillement des initiatives ne sont que faux-fuyants, pour laisser passer les attaques ! Au moment où les premières évaluations de l'indice des prix de novembre démontrent encore une fois que si les salaires baissent, les patrons n'en profitent pas moins... pour faire monter les prix.

Michel Morel

FONCTION PUBLIQUE

Le Pors : clair et incontestable

QUE peut-on espérer des négociations salariales dans la fonction publique ? A. Le ministre communiste, nous l'explique dans *Libération* du 13 décembre. « Pour ma part, j'entends négocier sur des bases claires, incontestables. » Voyons un peu lesquelles.

« L'objectif, c'est le maintien du pouvoir d'achat en masse. » L'augmentation des salaires pour l'année à venir sera donc évaluée en comparant les masses salariales de 1983 et 1984. Une progression maximum de + 6,1 % a déjà été fixée. Elle est comprise dans le budget de la fonction publique voté récemment par la majorité. L'entourloupe est de taille.

Car ce chiffre est tout simplement égal à l'« effet report », autrement dit à la conséquence des augmentations de salaire de 1983 sur la masse salariale 1984 ! Respecter la limite de 6,1 % signifie ne pas augmenter les salaires d'un pouce après

décembre 1983 ! L'« effet report », indissociable de tout calcul de progression des salaires en masse, donnera l'impression, et l'impression seulement, d'une augmentation de salaire en 1984 (voir *Rouge* des 4 et 11 novembre). Belle consolation !

En ce qui concerne 1983, c'est aussi réjouissant. « Les fonctionnaires ont-ils perdu du pouvoir d'achat ? — Je réponds oui », reconnaît Le Pors. Y aura-t-il rattrapage ? Anicet évoque une « prime pour solde de tout compte, ou un rattrapage étalé sur l'année ». Un rattrapage étalé ne fait jamais qu'étaler les pertes... Au même moment, les prix, eux, augmentent toujours ! Quant à la prime évoquée, elle peut compenser une perte, mais elle ne remet pas les salaires au niveau des prix. Le salaire des mois suivants reste le même que celui des mois précédents !

Quant au calcul de cette prime, il y a de quoi s'inquiéter. Dans cer-

taines entreprises, la CGT réclame aujourd'hui une prime de 300 ou 400 francs. Ce qui peut à la limite rattraper les pertes pour ceux qui perçoivent le SMIC... Mais au-dessus ? Ceinture ? Voilà, en tout cas, une revendication à la sauce Maire qui peut, certes, convenir à Delors et Le Pors. Par contre, elle entrainera la perte de pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés.

Quant à l'indexation, seul moyen pour les salaires de rattraper les prix, les confédérations sont aussi muettes sur cette revendication que Le Pors, lui, est clair : « J'ai signé une clause de sauvegarde... sans qu'il s'agisse d'une indexation pure et simple... »

Cette politique, si elle est appliquée, ne pourra qu'accroître les pertes de pouvoir d'achat dans la fonction publique. Pour reprendre l'expression du ministre Le Pors, c'est « clair et incontestable ».

M. M.

CII
HONEYWELL BULL
Débrayage
dans trois usines

Pas de rattrapage des salaires en 1983, augmentation chiffrée à 4 % pour 1984. La direction de CII-Honeywell Bull, nommée par le gouvernement, respecte les consignes. Elle institue la baisse du pouvoir d'achat, systématise le décrochage des salaires, de l'augmentation des prix.

En riposte, plusieurs débrayages ont déjà eu lieu à Angers, Joué-les-Tours. A Belfort, les travailleurs, à l'appel de la CGT et de la CFDT, ont défilé à plus de 750 dans l'usine. Tous exigent le rattrapage des salaires 1983, la garantie du pouvoir d'achat en 1984, le salaire minimum à 4 770 francs.

Le 12 décembre, avec leurs syndicats, les travailleurs de CII-Belfort décidaient de séquestrer la direction pour obtenir une réponse.

JEUMONT-
SCHNEIDER
LYON
Après RVI !

Trois semaines de lutte sur les salaires. A l'appel de la CGT et de « Démocratie ouvrière ». Un premier débrayage a eu lieu le 23 novembre. Le 28, en assemblée générale, les grévistes adoptaient comme revendications : 500 francs d'augmentation pour tous, maintien du pouvoir d'achat pour 1983 et 1984, embauche définitive des jeunes sous contrat, paiement des heures de grève...

Lundi 5 décembre, un comité de grève d'une vingtaine de membres est élu. Les trois délégués du personnel de la liste « Démocratie ouvrière », proches de Lutte ouvrière, ont une forte influence dans l'entreprise. Ils se sont présentés aux dernières élections, au second tour. Le quorum des inscrits n'avait pas été atteint au premier. Anciens militants de la CGT, ils ont choisi de « se faire entendre », en se présentant sur une liste indépendante.

La CGT ne participait pas au comité de grève ; elle le fit savoir à deux reprises. Le mouvement n'en était pas moins massif, combatif. 90 % des travailleurs sont restés dehors lorsque le piquet de grève s'est organisé aux portes de l'usine le 5 décembre au matin. Un tract du comité de grève était distribué

à Paris-Rhône et Vidéocolor, deux entreprises de la métallurgie proches de Jeumont. La direction ne voulait rien entendre. Le 6 décembre, elle invitait même par lettre individuelle chaque travailleur à la reprise du travail. Vendredi 9, vote à bulletin secret. La CGT proposait de « continuer la lutte sous d'autres formes » (refrain connu...) tandis que les militants de Démocratie ouvrière proposaient de « continuer l'action en occupant l'entreprise ». Le vote pour la reprise a été majoritaire.

A Lyon, il y a un mois, les travailleurs de RVI Feuillard (Renault Véhicules industriels) partaient en lutte pour leurs salaires. Ils ont dû reprendre sans avoir obtenu satisfaction. Comme ceux de Jeumont. Coordonner l'action dans la métallurgie, sur la région lyonnaise, cette préoccupation se renforce au fil des luttes sur l'agglomération.

LIMOGES
PORCELAINE
Victoire
sur les salaires

Mardi 29 novembre, 70 % des ouvriers et des ouvrières de la porcelaine commencent une grève pour le maintien de leur pouvoir d'achat. Le blocage des salaires et l'augmentation du SMIC ont écrasé la grille hiérarchique par le bas. Près de cinq catégories de salariés sont au salaire minimum. Fin novembre, ils n'avaient obtenu que 5 % d'augmentation depuis le début de l'année. La grève a démarré très fort, organisée par le syndicat CGT de la céramique, majoritaire (près de 70 % dans l'essentiel des boîtes). La lutte était reconduite chaque jour en assemblée générale. Les grévistes exigeaient 5 % d'augmentation immédiate afin de ne rien perdre. Le mécontentement était d'autant plus grand que les dix meilleurs salaires avoisinaient les 25 millions de centimes par mois !

Samedi 3 décembre, devant l'ampleur du mouvement et la menace de grève totale sur toutes les entreprises (FO promettait de rejoindre la grève lundi), le patronat a lâché les 5 % répartis sur décembre 1983 (3 %) et janvier 1984 (2 %), ainsi que la reconnaissance des qualifications dans la grille des salaires.

Cette victoire pour près de 2 000 salariés est un formidable encouragement pour tous les travailleurs du Limousin, dont les salaires frappés par l'austérité sont les plus bas de France.

Correspondant

CHANTIER NAVAL-LA SEYNE

Garder l'avantage

• Face aux menaces de licenciements, les travailleurs gardent un bateau en otage, en attendant les plans gouvernementaux.

S I nous laissons partir le Fair-sky, puis le Seacon, nous n'aurons plus qu'à fonder l'amicale des anciens du chantier », concluait Raymond Dimo, responsable de la CGT du chantier naval, devant cinq mille manifestants, mercredi 7 décembre.

Depuis une dizaine de jours, les travailleurs retiennent à quai le bateau qu'ils viennent de construire : le Fair-sky. Pour prévenir le dépôt de bilan, restructuration à la clé, qui plane sur les chantiers de La Seyne.

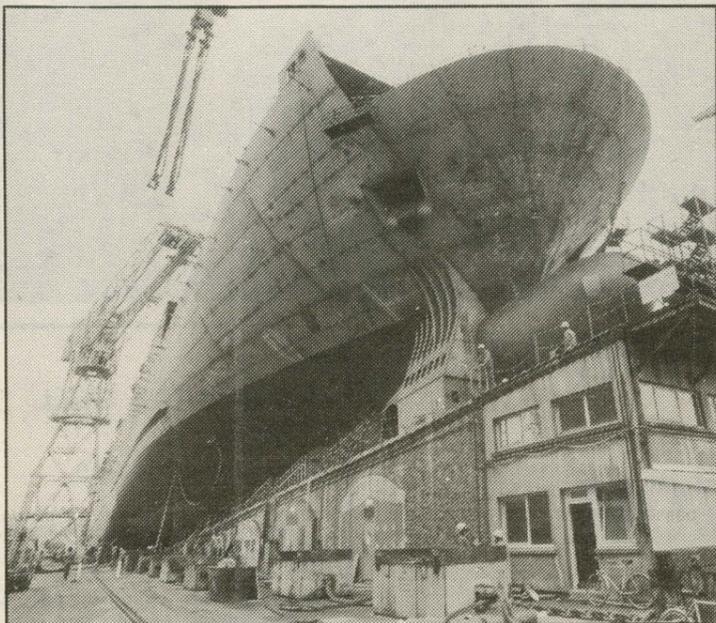
Mercredi, pendant la manifestation, les commerces avaient fermé leurs portes. Les menaces qui pèsent sur le chantier mettent toute la ville en danger de mort.

Les unions locales CGT et CFDT organisent séparément une journée régionale d'action mercredi 14 décembre. Une dizaine de syndicats appellent au débrayage dans les entreprises, pour renforcer la manifestation commune, pour défendre les chantiers.

La CGT cumule déjà cent millions d'amende pour l'occupation du bateau (l'engin coûte trois milliards). Cette provocation antisyndicale est l'œuvre du tribunal de Toulon : cent vingt millions de centimes d'amende par jour de retenue !

Jeudi 8 décembre, au lendemain de la manifestation, une milice patronale faisait irruption sur le chantier en fin de soirée. Mais la quinzaine de baroudeurs n'étaient pas de taille face à la centaine de travailleurs qui occupaient, montant la garde à côté du Fair-sky. Ils ont été éjectés, reconduits à la porte, proprement, « en douceur ». « S'il y avait eu un incident, on aurait eu droit à l'intervention des flics », remarquent les grévistes. La menace d'une intervention policière pour faire évacuer le chantier pèse d'ailleurs toujours.

S'il n'y a pas de commande d'ici la mi-décembre, les grévistes, la CGT ont décidé de retenir à quai le Seacon et les bateaux militaires destinés à l'Arabie Saoudite, dont la construction est en cours. La CGT du chantier est active : 80 % des voix aux élections, deux mille travailleurs syndiqués sur les quatre mille employés au chantier, sous-traitance et intérimaires compris. C'est le plus



gros syndicat de la région. Il a contribué à la mise en place d'une intersyndicale de l'ensemble des chantiers navals du pays.

Supprimer deux chantiers sur cinq...

Dunkerque, La Ciotat, La Seyne, Alsthom-Atlantique à Saint-Nazaire, Dubigeon à Nantes : ce sont vingt mille travailleurs, cinquante mille en comptant les emplois en amont et en aval, qui sont menacés par les plans prévus pour « rentabiliser » la navale.

Les commandes sont en baisse sur le marché mondial : 20 millions de tonneaux de jauge brute en 1979, 7 millions en 1981, 0,2 million en 1983. (Les commandes de navires sont mesurées en tonneaux de jauge brute et non en unités.) La place des chantiers européens est passée de 80 % de la production mondiale en 1954 à 25 % aujourd'hui. L'entrée du Japon sur le marché en 1960, du Brésil, de la Corée du Nord en 1970, a déclenché la course à la main-d'œuvre « meilleur marché ». Un

pétrolier qui coûtait 50 millions de dollars en 1974 en coûte 20 aujourd'hui. Les licenciements pleuvent en Europe : 3 000 en Belgique sur 6 000 travailleurs, 1 200 en RFA, 9 000 en Angleterre, 10 000 en Espagne...

Les projets des patrons en France sont simples : supprimer deux chantiers sur cinq ; en garder un seul sur chaque littoral. Pour 1984, le patronat de la navale touchera un milliard six cents millions de crédits des fonds publics. « Des crédits pour investir, ou pour préparer les licenciements », se demandent les travailleurs de La Seyne, qui voudraient bien savoir et contrôler « où va l'argent qu'on leur donne » ? Lengagne, secrétaire d'Etat à la Mer, assure que « le gouvernement a décidé de ne pas casser l'outil de production ». C'est le moins qu'on puisse en attendre.

Les travailleurs de La Seyne sont bien décidés à ce que cet engagement signifie précisément une chose : pas un licenciement. Pour qu'on les entende, ils ont pris le Fair-sky en gage. Ils attendent avec la plus grande attention le plan de redressement que le gouvernement leur proposera le 15 janvier.

Michel Morel

IMPRIMERIE MONTSOURIS

La menace

SEPT à huit mille personnes ont participé à la journée portes ouvertes à l'imprimerie Montsouris le 3 décembre.

L'entreprise, équipée d'un matériel moderne, est en règlement judiciaire. Trois syndicats ont été nommés pour étudier un plan de relance. Un milliard de francs devraient être débouqués par les pouvoirs publics pour renflouer la trésorerie. Bardou, directeur des NMPP (Nouvelles Messageries de la presse parisienne, entreprise distributrice des journaux) fait office de médiateur. « Je faisais une proposition et une seule pour solutionner le cas Montsouris », a-t-il déclaré. Ce sera vraisemblable-

ment le rachat de celle-ci par un magnat de l'imprimerie : Didier. Celui-ci possède déjà plusieurs boîtes dans la région parisienne, à Lille, en Lorraine. Coût probable : trois cents licenciements au moins sur les sept cents salariés que compte l'entreprise aujourd'hui.

« Le rôle du syndicat, déclarait récemment la fédération du Livre CGT (FFTL), n'est pas de choisir le futur patron, ce qui compte c'est le rapport de forces. » « A Chapelle-Darblay, on a préservé des emplois ; c'est une victoire », commente la FFTL. Les travailleurs de Montsouris, qui ont suivi et soutenu la lutte des Pap'Chap', peuvent s'in-

terroger à bon droit. La CGI voulait au départ « choisir le futur patron » de la Chapelle, réclamait un plan « franco-français » contre celui du trust hollandais Parenco. On connaît la suite... Se prépare-t-elle aujourd'hui à cautionner d'emblée le plan de licenciement d'un patron français à Montsouris, le dernier bastion de la FFTL dans l'imprimerie à Paris ?

Les milliards de fonds publics investis dans les deux entreprises justifient un tout autre choix : la mise en place d'une filière papier-carton-imprimerie nationalisée et le maintien intégral de l'emploi. A la Chapelle, comme à Montsouris.

M. M.



HOPITAUX PSYCHIATRIQUES PARIS

Un premier succès

LA manifestation du 9 décembre a rassemblé un bon millier de participants, à l'appel de plusieurs coordinations d'internes, du syndicat des psychiatres des hôpitaux de la région parisienne, de la CFDT santé régionale. C'est un premier succès, une première réponse, à l'appel lancé par le personnel du CHS de Villejuif après trois semaines de grève en octobre. « Nous suspendons notre mouvement local, mais nous donnons mandat aux syndicats de nous donner les moyens de construire une coordination nationale de la santé. » Pour la région parisienne, c'est en bonne voie, la coordination des hôpitaux psychiatriques de Sainte-

Anne, Villejuif, Maison-Blanche, Ville Evrard... se construit. Le 9, ils étaient ensemble dans l'action : « On n'avait pas vu ça depuis quinze ans. »

En province, des mouvements se dessinent, les internes sont en grève en Alsace. La recherche de l'unité avec tous les syndicats se poursuit. L'action, les débats visent à rassembler les forces, nationalement, « à la hauteur de l'intransigeance du ministère », et « de ses inquiétants projets » pour reprendre les termes avec lesquels ceux de Villejuif concluaient le 24 octobre leur appel « pour une grève dans tous les CHS ».

MASSEY FERGUSON
LILLE
595 Licenciements

Le 30 novembre, les sections syndicales organisent une journée portes ouvertes. Malgré l'opposition de la direction, plusieurs délégations d'entreprises, plusieurs syndicats CGT ou CFDT viennent apporter leur soutien et visiter la fonderie que la direction veut démanteler.

Une semaine plus tard, le patron dépose la liste de 595 licenciés à l'inspection du travail. Une délégation de travailleurs est obligée de faire le coup de poing avec une trentaine de flics, qui veulent les empêcher d'atteindre la direction départementale du travail. Le 7 décembre, c'est décidé, les travailleurs séquestrent la direction ! Mais la mobilisation dans l'usine n'est pas à la hauteur, et, à minuit, la séquestration se termine.

Aujourd'hui, tous attendent l'avis du directeur départemental du travail. S'il n'autorise pas les licenciements, c'est un sursis de quatre mois pour les travailleurs. Isolés, les métallos de Massey seront battus. Les sections de l'entreprise, les unions locales CGT et CFDT doivent élargir cette lutte exemplaire, renforcer la riposte.

Une défaite de Massey serait une défaite pour tous les travailleurs de l'agglomération lilloise.

LEVALLOIS
Nouveau coup
de Balkany (RPR)

« Le 7 décembre, la mairie de Levallois a fait procéder par huis-clos à la fermeture des locaux communs de la Bourse du travail. Soit : les salles de réunion, sanitaires, sortie de secours. De plus, les locaux CGT, CFTC et FO ont été mis sous scellés. » L'UL CFDT de Levallois, l'UD CFDT 92, dans leur communiqué du 8 décembre, s'élèvent contre ce coup de force. La CFDT est prête à rencontrer le maire, et elle « exige que cette concertation, qui est pénible, ne soit pas compromise par des mesures unilatérales (...), demande donc que les locaux communs soient immédiatement réouverts afin que les activités programmées puissent s'y tenir. »

Mardi 13, Balkany a fait entamer la démolition des pièces qu'occupaient le CFTC, la CGC, FO. Vendredi 16, la CGT, la CFDT et le SNI-PEGC appellent à une journée portes ouvertes dans la grande salle de la Bourse. La CGT et la CFDT ont décidé l'occupation jour et nuit de leurs locaux, et appellent à une manifestation vendredi, de la Bourse du travail à la mairie.

PCF

Le consensus républicain

• Les dirigeants de la place du Colonel Fabien affirment leur idéal : l'intérêt national, sa défense remplacent dans le vocabulaire la lutte de classe

ANICET LE PORS, le buste de Marianne dans les bras, se livre à *Libération* du 13 décembre. Après les coups de gueule de Marchais contre Fabius et Gallo, le ton change, on sent l'énarque... communiste installé sous les lambris dorés de son ministère.

Les patrons de Talbot, Peugeot, par exemple, licencient et reçoivent une aide de l'Etat pour mettre en place des robots. Par quelle formule magique un patron, même pour

développer un produit « français », abandonnerait ses intérêts de classe, au nom de l'intérêt « national » ?

Cela, les grévistes de Talbot l'ont compris, qui se battent pour leurs

intérêts de classe. Pour les OS de Poissy, Français comme immigrés ont trouvé entre eux un consensus, leur intérêt de classe. Et, navré pour Le Pors, il semble irrédigiblement

contradictoire avec celui du patron français de l'usine.

Jean Lantier

En avant vers l'alliance nationale ?

Economiste distingué, le camarade ministre explique que nous sommes dans une économie mixte, où se côtoient un secteur privé et un secteur nationalisé. Là commence la supercherie, car la loi du marché et celle du profit englobent un secteur nationalisé qui d'ailleurs ne se prive pas d'appliquer avec la même férocité licenciements et baisse du pouvoir d'achat.

L'économie n'est pas « mixte », elle est capitaliste. Mais le rêve éthéré de Le Pors continue. « Je crois qu'une certaine convergence pourrait avoir lieu autour des idées républicaines les plus authentiques, comme l'idée de nation. En matière économique, c'est la même démarche : tout en ayant une conscience claire que la lutte des classes, ça existe, autrement dit qu'il y a bien des logiques antagoniques... » Le Pors explique doctement que, « plus généralement, cette idée du consensus m'est venue depuis que je suis ministre ». Il pousse plus loin l'aventure quand il s'interroge sur l'Etat. « Qu'est-ce que l'Etat ? Est-ce que c'est l'Etat de Marx et Engels, le conseil d'administration de la bourgeoisie classe dominante ? Est-ce que c'est l'Etat des monopoles ? Evidemment non, on ne peut plus dire cela. En fait, c'est une situation hybride... »

Délire personnel ou nouvelle ligne du parti ?

Ne sont-ce là que paroles complaisantes d'un ministre se moulant dans la Constitution de 1958 ? Non, pas du tout. Le PCF a deux têtes chercheuses, comme les missiles modernes, en matière d'innovation théorique. Félix Damette et Jacques Scheibling avaient pour le parti habillé l'abandon de la dictature du prolétariat, l'abandon de la référence au léninisme, puis l'abandon de la notion même de rupture avec le capitalisme, de laborieux écrits à prétention scientifique. Ils renouvelaient leur exploit dans la revue *Les Cahiers du communisme*, reprenant en deux numéros (septembre et octobre) les idées ci-dessus employées par Le Pors. La tâche du parti et du mouvement populaire est désormais de maintenir un consensus dans lequel l'intérêt national est le monopole du peuple. La lutte des classes existe bien, mais dans un tout non contradictoire qui est la nation.

L'intérêt national, sa défense, remplacent dans le vocabulaire la lutte des classes. Est-ce applicable à Marchais ? De la même façon. Au « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche 11 décembre, le secrétaire général dira lui-même qu'il n'exclut pas l'idée de mutations. « Elles sont nécessaires (...) mais en aucun cas elles ne doivent se traduire par une aggravation du chômage ni une détérioration des conditions des travailleurs. »

LA CGT COMME ELLE VA... ①

Le prix du «syndicalisme banal»

LA direction de la CGT sait parfaitement recenser les symptômes de la maladie qui ronge la confédération de Montreuil. Depuis cinq numéros, *la Vie ouvrière* se livre à « une enquête » sous le titre générique « la CGT aujourd'hui ». Décrire le mal, c'est bien, mais diagnostiquer la maladie et y apporter un remède n'est pas forcément à la portée de la direction cégétiste actuelle.

« Quant aux travailleurs, ils considèrent la CGT comme le syndicat du gouvernement. Beaucoup disent : avant, elle faisait grève pour un oui ou pour un non, aujourd'hui plus rien. Alors, ils la sanctionnent », explique Gilles Montreau, délégué du personnel chez Malichaud, à Orléans, dont les propos sont rapportés par *la VO* du 21 novembre.

A la CIT-Alcatel d'Amilly, Martine Saulnier, déléguée du personnel, rapporte dans la même *VO* « qu'il y a trop de confusion entre le PC et le syndicat ». A Coming France, l'ancien Sovirel de Bagneaux, Michel Deslandes, délégué au CE, ajoute qu'« il est difficile à un militant de base de pouvoir s'exprimer et, surtout, d'être écouté par les "chefs" (...) Syndicalisme de sommet et délégation de pouvoir mal comprise marquent très fortement notre organisation. Personne ne trouve son compte : le syndiqué se demande à quoi il sert ; le travailleur ne voit plus son délégué ; le militant sent qu'il ne pèse pas lourd dans les décisions. Alors... » Jean-Pierre Hoffman, un des secrétaires du syndicat Corning surenchérit : « Les réunions du conseil s'espacent, celles des syndiqués aussi. Progressivement, notre structure démocratique télescope une pratique qui l'est moins. A tel point que les syndiqués finissent par élire, dans leurs équipes, des responsables autres que ceux du syndicat. »

Voilà la CGT comme elle va. Pour ces paroles rapportées, combien d'adhérents et de militants partagent ces remarques ? Mais pourquoi *la VO* mène-t-elle l'enquête ? S'agit-il d'un souffle démocratique, celui déficient du 40^e Congrès ayant fait long feu, que la direction veut répandre dans la CGT ? La publicitaire démocratie mise en place par la CGT-SNCF de Bordeaux semblerait le prouver, qui consulte tous les cheminots pour déterminer sa liste aux élections nationales du 15 décembre.

« Tout dépend de vous »

Tout doux, il ne s'agit pas de ça. La direction Krasucki vise à faire

passer la ligne du 41^e Congrès de juin 1982, dont l'objectif était « le syndicalisme banal, au quotidien ». En fait, cantonner l'action syndicale aux frontières rigoureuses de l'entreprise, afin d'éviter tout mouvement général autour de revendications qui unifieraient la démarche centralisatrice. Oui, la CGT a « décollé de la réalité quotidienne », parce qu'elle a servi de pare-chocs aux variations de ligne politique du parti qui la domine, le PCF. C'est elle qui a encaissé la rupture du programme commun, c'est elle qui a fait campagne contre le PS quand il fallait chasser Giscard, c'est encore elle qui s'est située en sol en à une majorité de gauche qu'elle n'avait pas aidée à parvenir au pouvoir. Aliénant l'action syndicale fondée sur les revendications, elle a soutenu sans retenue et soutient encore la politique d'austérité gouvernementale.

Certains de ses cadres les plus fins disent maintenant qu'ils avaient eu raison en mai 1981, que le changement ne suffirait pas à tout. Ceux-là comme la direction confédérale ne peuvent esquiver le bilan propre de leur ligne, qui hier comme aujourd'hui repose sur la division syndicale dont la racine est le refus de toute l'action syndicale d'envergure frappant le patronat à la tête. Et les crises s'accroissent, touchant différentes générations de militants, estompant le rôle, l'identité du syndicalisme de classe et de masse qu'est censée représenter la CGT.

Les critiques rapportées par *la VO* sont à l'évidence correctes. Et Krasucki veut y répondre en culpabilisant la base syndicale, en renvoyant aux travailleurs le fameux slogan « tout dépend de vous ». Comme si le syndicat ne devait pas, avec les travailleurs, guider leur action, proposer, rassembler, montrer le chemin. Le syndicalisme banal cher à Krasucki passe à côté des problèmes de l'heure.

Du Moynot sans Moynot ?

Occupez-vous de la base, dit la direction aux syndicats, nous ferons le reste. Le reste, qu'en est-il ? Écoutons Moynot, dans *le Monde* du 6 décembre, ancien secrétaire confédéral, représentant la génération du programme commun liquidée au dernier congrès national. « Il ne s'agit pas d'ignorer le conflit de classe (...) mais précisément, si cette donnée de fond est permanente, les interlocuteurs le sont

aussi. Il faut coopérer, fût-ce dans le conflit. » « A cause de ce conflit fondamental, l'effort nécessaire pour trouver les bases d'un accord politique ne pourra être obtenu des travailleurs avec un gouvernement de droite. » Ainsi la tâche essentielle pour sortir le syndicalisme CGT de l'ornière est la recherche de cette coopération.

Anicet Le Pors ne dit rien d'autre dans son interview à *Libération* du 13 décembre : « Je crois que dans la France d'aujourd'hui le rôle du gouvernement est de rechercher (...) une base consensuelle sur des idées de progrès. En se demandant ce qui peut réunir les Français au-delà des élections, au-delà de la majorité parlementaire. Il faut avoir constamment ce souci du consensus. »

La CGT là-dedans, dans ce fatras « consensuel » ? Aux papeteries de la Chapelle, le conflit patronat-classe ouvrière est parvenu à un très haut niveau de mobilisation, de détermination des travailleurs pour défendre l'emploi. Mais la reprise, opérée par une CGT très forte à l'entreprise et dans la région, s'est faite sur un

plan Parenco-bis, ne garantissant que 400 emplois sur 1 200 d'ici fin 1986, transférant 580 emplois à Grand-Couronne, et finalement débouchant sur la suppression de 1 000 emplois. De plus, le même Parenco touchera deux milliards de subsides de l'Etat, et achètera pour un franc symbolique 34 % des actions. C'est ce que Le Pors et Moynot appellent un consensus dans le conflit. Et, en pleine occupation de l'usine Talbot de Poissy, quand on voit un Sainjon, secrétaire de la métallurgie CGT, expliquer à longueur de colonnes du *Matin* (13 décembre) que « le taux de pénétration de Talbot est de 4,8 % », bref que l'usine est rentable, que fait-il d'autre que d'adopter le langage de la rentabilité au nom d'un consensus qu'il espère trouver chez Mauroy ?

Les nuages s'accroissent sur l'emploi et les salaires. Dans les faits, la direction de la CGT, elle, cherche visiblement le consensus social. A quel prix ?

Jean Lantier

• Prochain article : II. Le coup de la feuille de la paye.

Dessin de Plantu, tiré de son recueil « C'est le goulag ! », édité par La découverte, Maspero/« le Monde ». 39 francs. Courrez l'acheter !



AVEC LES TROIS DE LANDAU

Victoire !

● Etienne Patoor a été mis en liberté le 9 décembre. Il faut maintenant obtenir l'abandon des poursuites



Olivier Lecour-Grandmaison



Etienne Patoor



Laurent Fritz

La solidarité financière : un impératif urgent

Les frais de la campagne de solidarité ont été élevés en raison de la dimension internationale de celle-ci. Les victoires obtenues ne doivent pas nous faire oublier cet aspect décisif de l'activité de solidarité, d'autant que toute relance de la campagne, pour faire face à l'échéance d'un procès par exemple, nécessiterait de nouveaux investissements financiers. Un petit geste de chaque lecteur de *Rouge* serait donc bien venu pour permettre au collectif national de solidarité de remettre les compteurs à zéro.

Chèques à l'ordre de François Castaing, compte bancaire n° 010603 BNP, c/o Marie-Madeleine Millaud, 50, bd Jean-Jaurès, 92110 Clichy-la-Garenne.

La mise en liberté provisoire d'Etienne Patoor le 9 décembre constitue une nouvelle et décisive victoire de tous ceux et de toutes celles qui se sont mobilisés aux côtés de nos trois camarades emprisonnés à Landau. Une victoire qui, après celle du 24 novembre qui avait déjà permis d'arracher Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent Fritz aux geôles du tribunal militaire de Landau, permet d'envisager la suite de la campagne avec un optimisme raisonnable.

La responsabilité du pouvoir

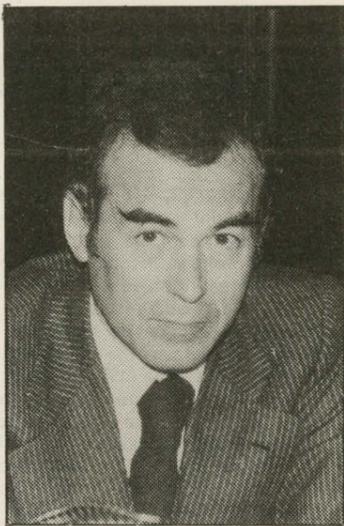
Le pouvoir et le juge Latève ont reculé une seconde fois. Ce dernier, en prenant la décision de mise en liberté d'Etienne, a paru renvoyer la balle au Parquet, représentant direct du pouvoir qui, rappelons-le, avait demandé et obtenu précédemment le maintien en détention d'Etienne et de lui seul. Cette fois, le Parquet n'a pas réagi. C'est ainsi la tactique de la « prise d'otage » employée à l'encontre d'Etienne Patoor qui a échoué. Il ne fait aucun doute que la préparation active un peu partout en France de la journée d'action du 15

décembre a été l'élément décisif de cette volte-face.

A un autre niveau, Charles Hernu confirme l'embarras croissant du pouvoir dans cette affaire. Celui-ci a

écrit à plusieurs sections syndicales ainsi qu'à certaines sections socialistes pour rejeter la responsabilité du déclenchement de l'affaire sur les services du ministère de la Justice. Mais il y a une responsabilité à

Chaque ministère rejette les responsabilités sur l'autre. Pourtant, tous s'acharnent contre nos camarades.



laquelle Charles Hernu ne peut se soustraire, c'est celle du maintien d'Etienne Patoor sous les drapeaux, bien au-delà des obligations légales (douze mois). Ses services ont ressorti une demande ancienne d'Etienne d'affectation à la coopération qui permet, après résiliation et dans le cas de poursuites pénales, le maintien d'un soldat sous les drapeaux pendant seize mois.

Mieux, les services d'Alain Savary se mettent de la partie en envisageant de supprimer la bourse de chercheur accordée à Etienne s'il n'est pas en poste à l'université de Metz le 15 décembre. Autrement dit, les membres du gouvernement, tout en paraissant se renvoyer la balle, s'acharnent avec un bel ensemble contre notre camarade. Toutes ces mesquineries sont odieuses et dégageant des relents de basse vengeance qui discréditent un peu plus leurs auteurs.

Nous ne lâcherons pas prise

Les trois de Landau sont certes libres, mais il ne faut pas compter sur nous pour lâcher prise tant que les poursuites ne seront pas définitivement abandonnées. Le pouvoir s'est fourvoyé dans cette lamentable affaire. La thèse du « complot pacifiste », agitée au départ, s'est dégonflée comme une baudruche. Il reste que trois jeunes hommes ont été enfermés pour délit d'opinion pendant six semaines pour deux d'entre eux, pendant huit semaines pour le troisième, à la sinistre prison militaire de Landau et qu'ils risquent toujours une lourde peine de prison ferme. Cela est inacceptable, totalement inacceptable de la part d'un gouvernement qui prétend officiellement faire grand cas des libertés.

Et puis, au-delà du cas de ces trois soldats, il y a l'existence scandaleuse de ce tribunal militaire, maintenu à Landau sous le prétexte fallacieux d'accords internationaux. Cette juridiction d'exception doit disparaître non seulement parce qu'elle est un déficit permanent aux libertés démocratiques, mais aussi parce qu'elle représente un instrument redoutable de maintien de l'ordre impérialiste parmi les troupes françaises stationnées outre-Rhin. Ces dernières constituent l'une des pièces maîtresses du dispositif contre-révolutionnaire organisé autour de l'OTAN au centre de l'Europe.

A l'heure où des secteurs de plus en plus nombreux du mouvement pacifiste en Allemagne font leur l'exigence d'un retrait de la RFA de l'OTAN et d'un départ des troupes étrangères des deux Allemagnes, le maintien du tribunal militaire de Landau apparaît pour ce qu'il est : un dangereux arsenal de répression contre la jeunesse embrigadée sous les drapeaux du militarisme et pourtent tentée par le pacifisme. L'affaire de Landau est là qui en témoigne. C'est pourquoi gagner sur toute la ligne dans ce cas précis, c'est non seulement une nécessité pour aujourd'hui, mais aussi une garantie pour demain.

A fond dans le tournant nataliste

CERTAINES des recommandations du IX^e Plan au chapitre de la « politique familiale » ne sont pas forcément mauvaises. Ainsi peut-on lire : « Une politique qui entendrait contraindre ou inciter les couples à se conformer à un certain "modèle" familial, outre qu'elle porterait gravement atteinte à une liberté individuelle fondamentale, serait inutile et inefficace. » Malheureusement, au-delà de ces déclarations d'intention, le IX^e Plan et les prises de position de ceux qui sont chargés de l'appliquer sont en

dissonance complète. Chacune et chacun a pu entendre récemment les appels intempestifs de Bérégovoy ou de G. Dufoix à faire « trois et même quatre enfants ». Faire une véritable politique de la natalité afin de retrouver le fameux seuil de renouvellement de la population devient une « priorité » nationale... Citoyennes, à vos utérus ! Si ce n'est pas de l'incitation...

Les mesures contenues dans le IX^e Plan et officiellement annoncées par le gouvernement ne sont pas toutes mauvaises...

Ainsi en est-il de celles visant « à accroître la sécurité sanitaire autour de la naissance » : deux examens prénataux supplémentaires remboursés à 100 % et un congé maternité supplémentaire de deux semaines sur prescription médicale. Mais ce sont bien les seules ! Les autres sont du bluff ou s'inscrivent d'emblée dans une politique nataliste.

Le principe d'une simplification des aides financières et la création d'une « allocation au jeune enfant » pour chaque enfant de moins de trois ans sans condition de ressources semblerait, en partie, correspondre à une revendication des organisations du mouvement ouvrier, celle de l'allocation unique, égale par enfant, à partir du premier. En partie seulement, puisque cette allocation ne serait versée que jusqu'à la troisième année de l'enfant. Elle ne remplace donc pas l'allocation familiale, qui continuera d'être versée seulement à partir du deuxième enfant. D'autre part, cette « allocation au jeune enfant », dont le montant n'est pas fixé, viendra se substituer aux allocations pré et postnatale, et au complément familial déjà versé — sous condition de ressources — aux « familles » ayant un enfant de moins de trois ans, ou à celles qui ont au moins trois enfants à charge. Cette nouvelle allocation est en fait destinée à « soutenir » les familles qui ont des naissances rapprochées !

Pour être plus convaincant auprès des femmes qui réclament des équipements collectifs, Bérégovoy nous annonce la création de 20 000

places de crèche par an. Il faut remarquer qu'à ce train-là, le chiffre des 300 000 places, promis en 1981, sera atteint dans... quinze ans ! Mais si l'on creuse un peu le problème, on s'aperçoit que les 20 000 places de crèche par an ne sont qu'une possibilité « qui résulterait de l'instauration de contrats-crèches passés avec les collectivités locales, municipalités ou associations ». Les crédits débloqués seront en effet destinés à « inciter » lesdites collectivités à développer les équipements existants. Et comme aucune différence n'est faite entre crèches familiales et crèches collectives, les premières étant moins coûteuses pour les municipalités, au mieux assistera-t-on à la création de crèches familiales. Autre petit détail : les contrats-crèches étendront la mensualisation du paiement des places de crèche là où elle n'est pas encore appliquée. Il faut bien que les parents participent aussi à cette entreprise ! On est loin en tout cas du projet d'une véritable politique nationale d'accueil de la petite enfance développée par le PS avant 1981.

La dernière mesure, enfin, celle visant à développer le congé parental et à le rémunérer à partir du troisième enfant, la plus scandaleuse, vient donner toute sa cohérence au tournant nataliste pris par le gouvernement. En période de crise économique, renvoyer les femmes au foyer et les occuper à faire des enfants, c'est une vieille recette... qui s'accorde mal avec les aspirations qui ont porté la gauche au pouvoir.

Sonia Folloni

L'argument démographique et le PS

Dénatalité, retraites... Avant 1981, le PS répondait à la droite que l'argument démographique était un faux argument...

« Quelles que soient les hypothèses sur la fécondité, en l'an 2000 la France n'aura guère plus de soixante millions d'habitants, ce qui est une goutte d'eau par rapport à la population mondiale. »

A ceux qui affirmaient que dans un pays frappé par la dénatalité, il ne peut y avoir de sécurité, notamment militaire, ils opposaient : « Le socialisme a une conception du monde internationaliste. Il n'a pas la guerre comme perspective. »

Contre les arguments selon lesquels la dénatalité entraînerait

une stagnation économique, ils avançaient : « L'augmentation de la production dépend du progrès technique et non fondamentalement du nombre d'actifs. Le nombre de consommateurs compte moins que leur pouvoir d'achat. »

A la question : qui paiera nos retraites ? « Certainement pas les chômeurs ni les femmes qui, sans travail, ne cotisent pas. La notion d'actifs est à revoir. Quelles ressources auront lors de leur vieillesse ceux et celles qui n'ont pas eu de travail ou seulement du travail à temps partiel ? »

Ces citations sont extraites de la brochure *Femmes en lutte*, éditée par le Parti socialiste fin 1979 !

Jean-Louis Michel

PLAN D'URGENCE

Un instrument pour les débats

Pas un jour qui ne donne une nouvelle bonne raison de lire et diffuser le « plan d'urgence ».

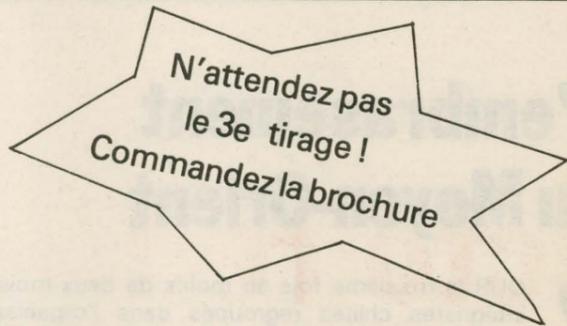
Ainsi, le mardi 13 décembre, une interview d'André Sainjon. Secrétaire général de la CGT-métaux, il donne dans le *Matin* des conseils de gestion : « *Talbot est pour nous une question nationale (...)* Si *Talbot disparaît, j'estime que cela revient à donner au moins 5 % du marché intérieur aux constructeurs*

- Défendre et amplifier les droits des chômeurs.
- Droit de veto sur les licenciements.
- La semaine de 35 heures, sans diminution de salaire, avec embauche correspondante.

étrangers. Peut-être 10 % à terme. »

En une demi-page, pas une seule revendication n'est citée. Où sont passées les « 35 heures » dont Mitterrand et Marchais se faisaient les

champions ? Le « plan d'urgence » y répond tout autrement. Il dégage des priorités immédiates (voir ci-dessus). Et il démontre comment elles peuvent être réalisées.



La LCR propose des mesures anticapitalistes POUR CHANGER DE CAP

Ni les ravages de l'austérité, ni les progrès de la droite ne sont fatals



« Retisser un climat de confiance »

• Rencontre avec les militants LCR de Pont-à-Mousson à Fumel

L'entreprise Pont-à-Mousson de Fumel emploie plus de 2 000 personnes. Sa taille semble disproportionnée par rapport à cette petite ville du Lot-et-Garonne. *Rouge* y a rencontré nos camarades de l'entreprise, les deux Daniel, Jean-Luc, Liberto, Antoine et Ignace.

• Quels sont les problèmes sociaux les plus importants ?

Daniel (1) — Comme partout, l'emploi et les salaires. Le chômage partiel devient à répétition. De plus, la direction prévoit 400 suppressions d'emplois. Pour les salaires, alors qu'il y a une clause de rattrapage pour 1983, les patrons, comme ceux de la Métallurgie en général, ne veulent pas entendre parler de ce rattrapage. Pour 1984, ils prétendent imposer 3 % ! Les négociations qui durent depuis des mois à Nancy, au siège social, se sont déroulées à froid. Il n'y a pas eu en fait de mobilisation pour les salaires depuis deux ans.

• Et maintenant ?

Ignace — Maintenant, c'est autre chose. Depuis novembre, il y a des assemblées de chantiers, organisées conjointement par la CGT et la CFDT, dans une relative unité. Il faut dire que la CGT de l'entreprise a réorienté son activité vers une ligne de classe et de masse dans un esprit d'indépendance à l'égard du gouvernement et unitaire à l'égard des travailleurs et de la CFDT.

Daniel — Et la CFDT, sous cette pression, a été obligée d'opter pour une attitude plus dynamique. La CGT fait 50 % à la boîte, la CFDT 25 %, FO entre 20 et 25 %, la CGC le reste.

• Face à ces problèmes, quel est l'état d'esprit des travailleurs ?

Liberto — Les gens ont manifestement besoin d'un débat. Il leur faut des discussions en assemblée générale pour clarifier le flou qui a régné depuis deux ans. C'est une période de mûrissement, une

situation neuve. D'une certaine manière, les attaques patronales sur l'emploi et les salaires rendent les choses plus claires. Certains doutaient depuis le 10 mai de la volonté des syndicats de se battre. Il nous faut faire sortir le débat, les critiques, il faut retisser un climat de confiance envers les organisations syndicales. Les assemblées générales ont cette fonction, puisqu'elles font apparaître une nouvelle CGT combative, une CFDT qui suit.

Jean-Luc — Depuis deux ans, le laxisme a régné dans les directions syndicales et à tous les niveaux. Ils disaient que « depuis de 10 mai, il faut militer autrement » ; en fait, ça voulait dire ne rien faire et ça a contribué à la démobilisation. Il faut récupérer tout ça sur une autre base maintenant. En plus, ils disaient, à chaque échéance électorale, « attention, on va faire le jeu de la droite ! » Alors que le PCF sortait des tracts plutôt offensifs avant le 10 mai, il s'est mis en veilleuse depuis.

• L'entreprise est nationalisée. Qu'est-ce que ça a rapporté ?

Antoine — De nationalisation, il n'y a que le nom. Ce sont les mêmes qui sont restés en place dans les postes de direction, même les RPR. Des milliards ont été donnés au patron. Le P-DG s'est retrouvé dans le cabinet de Chevènement, puis au CNRS. Mais tout ça, ça donne 2 000 suppressions d'emplois depuis deux ans. A Saint-Priest, à Belleville, à Chalon-sur-Saône, à Sens, l'emploi a été réduit. L'isolation, le verre, le papier-carton, la robinetterie, tous ces secteurs ont été touchés. Pourtant, le patronat annonçait en même temps l'augmentation des capacités de production, en achetant des boîtes en Espagne et en Italie. En fait, on apprend après coup, et encore pas tout, ce qu'ils trafiquent avec les capitaux par-dessus les frontières.

Daniel (2) — Il faut dire aussi que le patron, depuis le 10 mai, a préféré payer des amendes pour non

respect du contrat de solidarité, plutôt que d'embaucher les 400 gars prévus. Alors, cette nationalisation a éclairci les travailleurs sur les intentions réelles du gouvernement.

• Par rapport au gouvernement, quelle est l'attitude des travailleurs de la boîte ?

Ignace — La majorité dit que ça suffit, cette austérité. On nous fait souvent le reproche d'avoir tendance à passer sous la table l'aspect politique des mesures gouvernementales, d'en rester trop au seul plan de l'entreprise. Pour les militants du PCF, la situation a été dure. Ceux-là ont été touchés par les démissions, la démoralisation.

• Et la LCR ?

Jean-Luc — Justement, dans cette grosse boîte, c'est nous qui jouons le rôle du parti ouvrier, de fait. Non seulement l'intervention se fait par des feuilles régulières mais en plus nous allons mettre en place une politique de réunions-débats régulières avec les travailleurs. Nous sommes des militants de masse, sur la brèche pour la défense des intérêts quotidiens des travailleurs. Cela ne nous fait pas oublier la construction du parti, surtout qu'il y a un champ de développement encore inexploité.

Propos recueillis par Jean Lantier 7 décembre 1983

Les primes arrivent !
N'oubliez pas votre chèque à la Ligue !
Soutien financier

NOM	Profession
Prénom	Adresse
je verse F	
(chèque à l'ordre de la LCR) A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil	

Quatrième Internationale

Périodique n° 12 1 décembre 1983

SOMMAIRE

EDITORIAL :	
« Non-alignement » et unilatéralisme	3
Salvador Cayetano Carpio - Testament politique	9
Joaquin Villalobos - Un bilan de la guerre civile	25
Arthur Wilkins - La stratégie du FSLN nicaraguayen : L'insurrection populaire prolongée	49
Nguyen-Khac-Viên - Lettre à l'Assemblée nationale vietnamienne	75
Louis Couturier - Une critique antibureaucratique	79
Philippe Andréa - La politique du PCF de la Libération à la guerre froide	85
NOTES DE LECTURE	97

L'embrasement du Moyen-Orient

POUR la troisième fois en moins de deux mois, les intégristes chiites regroupés dans l'organisation Jihad islamique (Guerre sainte islamique) viennent de frapper au Moyen-Orient. Le 12 décembre, c'est la capitale du Koweït qui a été visée. Le 23 octobre, le même mouvement avait déjà organisé le double attentat qui causa la mort à Beyrouth de 240 marines et de 56 soldats français. Et le 4 novembre, il revendiquait la paternité d'un acte semblable contre le QG des forces israéliennes d'occupation du Liban, à Tyr. Il n'en fallait pas plus pour que les services de propagande occidentaux se déchaînent.

Leur réaction est d'autant plus violente qu'en s'en prenant au Koweït, Jihad islamique menace la stabilité des Emirats du golfe Arabo-Persique et les plans de l'impérialisme dans cette zone stratégique. Disposant d'énormes ressources pétrolières (10 % des réserves mondiales), ce pays est à la fois l'un des plus riches du monde et une place financière de première importance. Cela lui permet d'assister nombre de classes dirigeantes arabes. Il contribue par exemple de manière décisive à l'effort de guerre de l'Irak contre le régime de Khomeiny.

AU-DELA de ses objectifs tactiques, l'action des intégristes musulmans, agit comme un révélateur de la situation du Moyen-Orient. La chute de la monarchie Palévi en Iran en 1979, en a bouleversé l'équilibre. La politique des puissances occidentales depuis la Deuxième Guerre mondiale, favorisant la constitution de minuscules Etats dans la région du golfe, s'avère désormais un facteur d'instabilité. Avec le développement de leur potentiel économique, nombre de ces pays ont dû faire appel à une immigration composée de Palestiniens, de Pakistans, d'Indiens mais aussi de ressortissants arabes ou iraniens de confession chiite. Et ces derniers se montrent particulièrement sensibles à l'influence de Téhéran.

Dans ce contexte, la considérable réduction des profits pétroliers — du fait de la crise mondiale qui provoque la baisse des prix et des productions d'hydrocarbures — menace le pouvoir des divers potentats. Elle exacerbe les tensions sociales alors que les capacités des armées locales restent des plus incertaines face à d'éventuels troubles. Les disparités économiques ainsi que les ambitions des équipes dirigeantes provoquent l'éclatement de conflits entre Etats, qu'ils prennent la forme d'une guerre — comme celle qui oppose l'Irak à l'Iran — ou de sourdes rivalités — comme dans le cas de l'Irak et de la Syrie. Enfin, la question palestinienne (tout comme d'ailleurs la question kurde) demeure explosive. Il en résulte une situation d'extrême tension dans laquelle agissent, s'allient ou se combattent réseaux terroristes, mouvements nationalistes, fractions des appareils d'Etat et services secrets de la planète.

UNE course de vitesse est engagée. Pour faire face aux menaces qui pèsent sur leurs intérêts « vitaux » dans une zone qui leur fournit la plus grande partie de leur approvisionnement énergétique, Washington et ses alliés cherchent à imposer leur ordre. Ils renforcent leurs alliés (à commencer par Israël, plus que jamais consacré dans son rôle de gendarme régional) et cherchent à constituer, par la force, au Liban, un pouvoir fort reposant sur la prédominance des milices chrétiennes fascistes.

Mais l'existence d'un mouvement national palestinien indépendant est un obstacle majeur à cette remise en ordre. C'est pourquoi, en l'expulsant de Beyrouth il y a un an, l'Etat hébreu cherchait déjà à liquider l'OLP. Aujourd'hui, même s'ils divergent et s'affrontent sur les solutions politiques à mettre en œuvre, les Etats-Unis tout comme Israël ou les Etats arabes partagent une même volonté : affaiblir l'organisation de Yasser Arafat pour mieux la briser et, sur cette base, forcer toute la résistance à accepter des plans qui nient le droit du peuple palestinien. La bataille de Tripoli en fournit la claire démonstration. Déjà acculés et défaits militairement par les dissidents du Fath appuyés par la Syrie, les partisans de l'OLP sont maintenant pris à revers par la marine israélienne qui ne veut pas laisser Arafat s'en « sortir vivant », pour reprendre les termes du général Sharon. Quelle que soit l'issue de cet affrontement, quelles qu'aient pu être les fautes de la direction de l'OLP, on voit s'opérer une redistribution des cartes au détriment d'un peuple qui, depuis quinze ans, constituait le fer de lance des mouvements d'émancipation des masses arabes. Mais on l'a vu, cela ne saurait suffire à imposer la paix impérialiste dans cette partie du monde.

Christian Picquet

EUROPE CAPITALISTE



Une réunion de la Commission européenne.

Menace de dislocation

● Face à la crise, chacun des Etats de la CEE tente de tirer son épingle du jeu sur le dos de ses partenaires

EN toute clarté, l'Europe sait qu'elle est en crise. Cette phrase de François Mitterrand traduit bien l'impuissance et la résignation des dix membres de la CEE devant l'éclatement des mécanismes communautaires. Le Conseil européen d'Athènes des 4, 5 et 6 décembre, qui réunissait les chefs d'Etat et de gouvernement, s'est soldé par un constat de divergences entre les participants.

Dès sa fondation, le Marché commun vit s'opposer les intérêts particuliers des bourgeoisies européennes. Mais dans la phase d'essor économique d'après-guerre, c'est le besoin d'accéder à de nouveaux débouchés qui dominait. L'existence d'un marché unifié, la suppression des droits de douane furent une aubaine pour les industriels et les firmes agro-alimentaires des différents pays.

Une nouvelle donne

Face à la dépression qui frappe toutes les économies occidentales, le problème se pose en termes nouveaux. La reprise ne fut pas au rendez-vous des années 1980. L'Europe a pratiquement cessé de créer des emplois. Les investissements stagnent, ce qui accroît le vieillissement de l'appareil productif. Les taux d'inflation — bien qu'en diminution — restent en moyenne nettement supérieurs à ceux des Etats-Unis et du Japon. Les politiques d'austérité — basées sur le ralentissement de l'inflation, la réduction des déficits publics et la relance des profits — aggravent encore ces difficultés structurelles du capitalisme européen, en enfonçant tous les pays dans la récession. Et celle-ci conduit à l'augmentation des déficits budgétaires comme à l'aggravation de la situation financière des entreprises.

Dès lors, les marges de compétitivité de la CEE face à ses concurrents américain ou japonais se sont amincies. D'autant que les dernières années furent dominées par une grave crise monétaire. Le niveau élevé des taux d'intérêt à Washington a renchéri les importations des firmes du vieux continent, en particulier pour le pétrole. Et il a forcé tous les Etats à maintenir, à leur tour, de hauts taux d'intérêt pour empêcher des sorties massives de capitaux vers le Dollar, et éviter un affaiblissement considérable de leurs monnaies. Il n'en demeure pas

moins que, depuis 1981, l'ECU (unité de compte européenne qui vaut actuellement 6,90 francs) n'a cessé de perdre du terrain face au billet vert.

Une telle situation ne pouvait qu'exacerber les contradictions au sein de la CEE. Face à ses difficultés, chaque bourgeoisie tente de tirer son épingle du jeu, en gagnant des parts de marché chez ses voisins et en protégeant ses propres firmes. On voit ainsi se développer partout des tentatives de contournement des réglementations du Marché commun, menaçant celui-ci de pure et simple dislocation.

Trois pommes de discorde

Il existe trois pommes de discorde principales. C'est cependant, pour l'essentiel, sur la question du budget que le sommet d'Athènes a échoué. Les caisses de la communauté étant vides, un déficit risquant d'apparaître, il faut trouver de nouvelles ressources. A l'heure actuelle, celles-ci sont constituées de droits de douane perçus sur les produits importés de pays tiers, de « prélèvements » auxquels sont assujetties les importations de produits agricoles et, surtout, de la perception de 1 % de l'assiette de la TVA des Etats membres. La commission de la CEE propose de porter cette part à 1,4 %.

La discussion achoppe précisément sur ce point. Car le Royaume-Uni, en raison de ses liens particuliers avec le Commonwealth, paie plus qu'il ne reçoit. Alors que ses importations venant de pays de la communauté équivalent à un peu plus de six milliards d'écus, il dépense parallèlement neuf milliards pour des achats à des pays tiers. Ce qui le place loin devant la France (7,3 milliards) et l'Italie (6,9 milliards). Il exige donc une réduction de 1,5 milliard de sa contribution. Il rencontre sur ce point l'opposition de ses partenaires qui continuent à bénéficier des mécanismes en vigueur, ou qui se refusent à le financer davantage.

Cet affrontement pose directement le problème de la politique agricole commune (PAC), qui absorbe près des deux tiers du budget. Or il s'agit là de la pièce maîtresse de l'édifice européen, du seul domaine vraiment communautaire. Pour sauvegarder les intérêts des gros propriétaires de chaque pays,

on a édifié un ensemble de règles qui aboutissent à subventionner les produits exportés hors du Marché commun. C'est de cette façon que la Communauté a pu, jusqu'à présent, garantir en son sein des prix supérieurs aux cours mondiaux. Les fameux montants compensatoires monétaires (MCM) permettent, dans ce cadre, de corriger les avantages dont peuvent bénéficier certains producteurs par rapport à d'autres, en raison de circonstances particulières.

Là encore, le Royaume-Uni profite beaucoup moins que ses partenaires de ces avantages. L'agriculture n'y occupe en effet qu'une place restreinte : moins de 3 % de la population active contre 9 % en France, 20 % en Irlande et 28 % en Grèce. Margaret Thatcher — de même d'ailleurs que la RFA — plaide donc en faveur d'« économies ». Mais celles-ci supposeraient de limiter les garanties de prix accordées aux producteurs à des volumes de production donnés. Ce qui se heurte au refus de la France, mais aussi de l'Italie ou de l'Irlande où l'agriculture n'est pas aussi intensive qu'aux Pays-Bas, au Danemark ou en Angleterre. Et comme ceux qui profitent plus particulièrement des MCM n'entendent pas y renoncer, on aboutit à un blocage.

Troisième facteur de dissensions, l'élargissement de la CEE. L'entrée de l'Espagne et du Portugal risque de porter un grave préjudice aux pays producteurs de vins, de fruits et légumes ou d'huile d'olive, qui bordent la Méditerranée. L'Espagne possède par exemple le plus grand vignoble du monde. Et elle représente d'ores et déjà plus de la moitié de la production communautaire en fruits et légumes.

Les Dix parviendront-ils à replâtrer leurs institutions d'ici le prochain sommet prévu le 9 mars ? François Mitterrand, qui en assume la présidence jusqu'à ce moment, s'efforcera en tout cas d'y parvenir. Un compromis pourrait finalement s'imposer. Car en dépit de la violence des heurts, la Communauté permet aux bourgeoisies européennes de parler d'une seule voix face à leurs concurrents d'outre-Atlantique ou du Pacifique. Mais même si se reconstitue une unité de façade, d'autres sujets d'affrontement ne tarderont pas à surgir, notamment à propos du Système monétaire (SME). Voilà qui montre une nouvelle fois que la crise affecte toutes les formes de domination du capital.

Christian Picquet



La dissuasion nicaraguayenne

• Managua alterne initiatives diplomatiques et mobilisations populaires au service de la défense de la révolution

LE mois de décembre est le plus long pour la révolution nicaraguayenne. Les menaces d'une agression directe de la part de l'impérialisme US se font de plus en plus précises.

L'objectif de l'administration nord-américaine est clair : briser les processus révolutionnaires qui se développent en Amérique centrale, en renversant le gouvernement sandiniste du Nicaragua, en faisant subir une défaite politique et militaire aux révolutions du Salvador et du Guatemala, et en s'attaquant ouvertement à Cuba. Jusqu'à présent, l'engagement croissant de l'impérialisme US en Amérique centrale ne lui

a pas permis d'atteindre ses objectifs. Pour espérer réussir, il est contraint de passer à une nouvelle phase de son escalade.

La révolution nicaraguayenne n'a pas jusqu'ici plié devant l'offensive. A tous les coups elle a su répondre par une mobilisation populaire accrue et une capacité à utiliser les marges de manœuvre, même faibles, que la situation lui laissait.

Une offensive politique

Le premier volet de l'offensive est politique. Il s'agit de discréditer le gouvernement révolutionnaire de Managua. Ce dernier ne serait pas le seul représentant légitime du peuple nicaraguayen. Le pluralisme au Nicaragua ne serait pas respecté, les promesses de la révolution seraient bafouées, des élections n'auraient pas eu lieu. Le point d'aboutissement de cette campagne, c'est l'affirmation d'une nécessaire réconciliation nationale entre les parties d'un peuple malheureusement divisé.

En fait, tout a été rendu possible au Nicaragua par la démantèlement de la garde nationale de Somoza, le seul instrument centralisé de coercition dont disposait la bourgeoisie de ce pays. Les mercenaires de la contre-révolution sont physiquement constitués par les anciens gardes nationaux qui se sont repliés au Honduras voisin après leur déroute de 1979. Ce que cherche à tout prix Reagan, c'est à les réintégrer dans la vie intérieure du Nicaragua afin de disposer d'un outil à sa dévotion. Force est de constater que l'Internationale socialiste et les pays de la Contadora apportent leur pierre à cette offensive politique.

Face à ces menées impérialistes, la révolution nicaraguayenne réussit, dans des conditions extraordinairement difficiles, à maintenir et à développer l'initiative de la majorité de la population. Quel autre régime dans la région donne effectivement les armes au peuple ? Quel autre régime dans la région favorise l'essor du mouvement syndical ? Quel autre régime dans la région s'est doté de dispositions permettant l'existence de partis, y compris de formations bourgeoises à la seule condition qu'elles n'aient pas partie liée avec la contre-révolution armée ?

Blocus économique

Toutes ces preuves tangibles attestent de la force d'une révolution décidée à poursuivre ses avancées, et sûrement pas à permettre le

retour des anciens exploiters. Voilà ce que ne peut supporter l'impérialisme.

Cette offensive politique se combine avec la mise en pratique d'un véritable blocus économique du Nicaragua. Celui-ci a hérité d'une économie tournée vers l'exportation du café, du coton, de la viande et de la canne à sucre, le rendant étroitement dépendant de l'extérieur pour la consommation de produits alimentaires ou manufacturés. C'est donc un pays très vulnérable aux blocages des échanges que le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés dans la région organisent.

La menace aujourd'hui la plus vive concerne l'approvisionnement pétrolier, assuré par un seul pays, le Mexique, depuis que le Venezuela a cessé ses livraisons au début de l'année. Le Mexique est lui-même largement endetté et dépendant des orientations des Etats-Unis. La compagnie nord-américaine Esso refuse depuis octobre d'assurer le transport du pétrole en direction du Nicaragua. S'inscrivant dans ce cadre, le bombardement du seul port commercial du Nicaragua, sur la côte pacifique, Corinto, visait bien l'étranglement du Nicaragua.

La préparation militaire

Enfin, le troisième volet de l'offensive impérialiste se déploie désormais au plan militaire. Le Honduras est devenu un pays massivement occupé par les troupes américaines, qui regroupent aujourd'hui plus de cinq mille soldats. Il est devenu la base logistique du soutien à la « contra », comme on appelle au Nicaragua la contre-révolution qui opère en territoire nicaraguayen.

La présence, sous couvert de grandes manœuvres, de la flotte nord-américaine, au large des côtes atlantique et pacifique du Nicaragua, met à pied d'œuvre des commandos d'unités aéro-navales prêts à un débarquement comparable à celui qui est déjà intervenu à la Grenade.

Le gouvernement révolutionnaire et le FSLN du Nicaragua ont choisi une riposte sur trois terrains : la mobilisation interne, l'appel renouvelé à la solidarité internationale et l'initiative diplomatique.

La riposte nicaraguayenne

La loi sur le service militaire promulguée l'été dernier va permettre aux premiers contingents de se constituer en janvier 1984, déchar-



50 000 francs pour l'imprimerie de



(Journal du FSLN)

Solidarité avec la révolution au Nicaragua



Ligue communiste révolutionnaire



« Barricada et son imprimerie »

C'est dans les locaux et dans l'imprimerie du quotidien de Somoza, *Novedades*, que six jours après la victoire, le FSLN fait paraître le premier numéro de *Barricada*.

Depuis, ses moyens sont restés très modestes, et les difficultés quotidiennes. Longtemps le quotidien de la bourgeoisie, *la Prensa*, qui a des moyens beaucoup plus importants, a été mieux vendu que *Barricada*.

Les problèmes de fonctionnement de l'imprimerie sont nombreux. Il y a d'abord un manque de techniciens qualifiés, comme dans l'ensemble de l'industrie : beaucoup ont quitté le pays avec la bourgeoisie, hostiles à la révolution.

Le matériel est très vétuste : beaucoup de machines sont hors de fonctionnement, difficiles à réparer. La plupart sont d'origine nord-américaine, et les pièces de rechange doivent être payées au prix fort.

L'imprimerie de *Barricada* voudrait changer son matériel, en achetant un matériel neuf, européen de préférence, et assurer la formation de ses ouvriers sur ce matériel moderne.

C'est pourquoi, en accord avec les responsables de l'imprimerie de *Barricada*, nous avons décidé de lancer cette campagne de solidarité, prise en charge par la LCR et son imprimerie Rotographie. D'autres sections de la IV^e Internationale comptent s'y associer, notamment nos camarades du PSO en Suisse.

Je verse F pour l'imprimerie de BARRICADA

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

Chèques à l'ordre de la « LCR », à adresser à : « Stéphane, imprimerie Rotographie », 2 rue Richard-Lenoir 93108 MONTREUIL

Claude, Saint-Geoire-en-Valdoine	100	Une copine	50	Claude, télécoms Rennes	50
Jean-Luc, Carcassonne	100	Rectificatif : Roland, Nantes	500	Marcelline, Paris XV	100
Catherine, Cabourg	100	François, pourboires d'officiers restitués		Devant l'ambassade US	2
Jean-Paul, Grenoble	100	malgré eux à la juste cause	100	Christiane, Colombes	300
Antoine, Grenoble	100	Marguerite, Paris XV	200	Cellule Marcel Hic	220
Jean	50	Anonyme	241	Jean, Landerneau	300
Cellule Compagnie bancaire	100	Gérard	50	Sympathisant Société générale	50
Cellule Sciences Po	20	Jean-François, Paris X	300	Isabelle, solidarité Le Faouet	50
Cellule Société générale	70	Paulette, José + un militant, Troyes	240	Bakou	100
Cellule CIC, sympathisant	10	Josiane, Bordeaux	300	Un groupe de travailleurs de la SNPE (Essonne)	70
Cellule équipement		Le Baron, Louviers	100	Isabel, 94	50
Saint-Germain	70	Philippe, Gennevilliers	500	Maximilien Vox, 94	100
Cellule Assurances	60	Secteur Nord	40	Chico	100
INRA	40	Cellule Sécu-Est	500		
E. S.	20	Pantel Francis, Alès	500		
Domingo, quelques francs pour remplacer les roubles absents...	200	Lucien	150		
		Cellule CAF + Michèle	200		
				Total	6 105
				Ancien total	9 100
				Nouveau total	15 204

geant d'autant les milices et les bataillons de réserve, recrutés dans les entreprises et les quartiers, d'une partie de leurs tâches. C'est toute la population qui est organisée pour résister à une invasion.

Bien sûr, le rapport de forces militaire entre la principale citadelle impérialiste et ce petit pays ne saurait être inversé. Mais il est clair qu'une préparation politique et militaire des masses à l'invasion augmente considérablement les difficultés de l'impérialisme. C'est un facteur dissuasif qui rend, non pas impossible, mais plus difficile, un débarquement de troupes US.

Le peuple et le gouvernement nicaraguayens savent qu'en cas de confrontation directe avec l'impérialisme, ils ne bénéficieront pas d'un appui militaire provenant d'autres pays. A cet égard, le Nicaragua révolutionnaire est plus seul que ne l'a été Cuba en 1962. Malgré ce contexte, le Nicaragua multiplie les appels à la solidarité internationale. Il vient récemment de lancer un appel à la constitution de brigades de « techniciens » dans les secteurs de la santé, de l'agriculture, de la construction et des travaux publics, et de l'éducation. Il s'agit de remplacer les postes laissés vacants par ceux et celles qui sont mobilisés pour la défense de la révolution.

Quelles initiatives diplomatiques ?

Les initiatives diplomatiques du Nicaragua ne peuvent être analysées indépendamment de l'encerclement dont il est aujourd'hui victime. A en croire certains commentaires de la presse parisienne, le gouvernement sandiniste, aux abois, serait prêt à sacrifier tous les peuples voisins pour les besoins de sa seule survie. La réalité est tout autre.

Le FSLN a proposé quatre projets de traités de paix, avec les Etats-Unis, le Honduras, concernant le Salvador, et engageant les pays latino-américains signataires de l'accord à ne pas intervenir dans les affaires intérieures de chaque pays. Il s'agit d'un tout indivisible. Cela signifie clairement lier l'arrêt de l'aide américaine au régime salvadorien à un accord de paix entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Tous les observateurs sérieux reconnaissent qu'aujourd'hui seule l'aide américaine interdit à la révolution salvadorienne de triompher.

Les efforts de la diplomatie nicaraguayenne visent effectivement à gagner du temps, à démontrer, en cas d'intervention ouverte, la responsabilité exclusive de l'impérialisme, et à préserver les acquis fondamentaux de la révolution. C'est pourquoi le FSLN est justement intransigent pour refuser la reconnaissance des mercenaires contre-révolutionnaires comme une « composante » du peuple nicaraguayen.

Le décret promulgué le 4 décembre exclut de l'amnistie les mercenaires impliqués dans des opérations armées de contre-révolution. En dehors de ce critère, l'amnistie est générale, notamment à l'égard de ceux qui avaient pu se réfugier à l'étranger. En ce qui concerne les Indiens Miskitos, à propos desquels le FSLN a reconnu avoir fait des erreurs, aucune restriction n'est formulée.

A tous ceux qui douteraient de la volonté intacte du peuple nicaraguayen et du FSLN de lutter avec détermination contre l'impérialisme menaçant, qu'ils prennent exemple de la façon dont l'envoyé personnel de Reagan, le sieur Kissinger, a été reçu à Managua le 16 octobre. Pour pénétrer dans la salle des conférences où l'attendait le coordinateur de la junte de gouvernement, Daniel Ortega, le vieux commis-voyager en chef de Washington a dû traverser une manifestation de cent cinquante mille personnes qui clamaient leur soutien à la révolution. Un tel comité d'accueil a peu de choses à voir avec les bons usages diplomatiques. Mais il prouve comment le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua combine initiatives diplomatiques et mobilisations populaires. Au service de la défense de la révolution.

Jean-Claude Bernard

NOUVELLE-CALÉDONIE

Un projet néo-colonial

● Le statut envisagé pour ce territoire laisse les pouvoirs essentiels entre les mains de la métropole

Le gouvernement français a élaboré un projet de statut pour la Nouvelle-Calédonie dont les grands axes ont été présentés le 24 novembre à Nouméa par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Georges Lemoine. Il s'agit d'un « statut de large autonomie qui sera spécifique et évolutif » prenant effet en 1984 et prévoyant un transfert des pouvoirs exécutifs au gouvernement local et de plus grandes compétences délibératives pour l'assemblée territoriale.

Ce statut qui, bien évidemment, laisse les pouvoirs essentiels (budget, armée, relations extérieures) entre les mains de la métropole coloniale, ressemble fort à celui qui était déjà en vigueur dans ce territoire il y a environ vingt-cinq ans et sur lequel était ensuite revenu le gouvernement gaulliste.

En 1989, sera organisé un référendum pour offrir « le choix entre le maintien de la situation existante après cinq ans d'application du statut d'autonomie interne, le renforcement de l'autonomie du territoire ou l'indépendance ». Paris se donne donc une marge pour que les représentants du colonialisme français aient le temps d'organiser sous une forme ou sous une autre le maintien de leur domination. Rien d'irréversible n'est donc envisagé, surtout pas avant l'échéance électorale de 1986.

Pour justifier cette lenteur, Georges Lemoine, dans le plus pur style des ministres des colonies de la IV^e République devait déclarer que ce délai est nécessaire pour « que la population de ce territoire soit en mesure de se prononcer librement et en connaissance de cause sur son avenir ». Il ne fait pourtant pas de doute que la population colonisée, le peuple kanak, qui vote à 80 % en faveur du Front indépendantiste (FI) dans tous les scrutins, a déjà exprimé clairement son désir d'indépendance.

Mais Paris ne veut sous aucun prétexte reconnaître la légitimité immédiate du droit du peuple kanak à

l'autodétermination et à l'indépendance. Ce serait pour lui se mettre à dos les colons blancs et encourager les luttes nationales des autres peuples des DOM-TOM. Autant de choses qui seraient en contradiction absolue avec la politique de respect de la Constitution de la V^e République et de compromis avec la droite la plus colonialiste que le gouvernement mène depuis deux ans dans les DOM-TOM. Le Figaro ne s'y est d'ailleurs pas trompé en notant récemment que les propos de Georges Lemoine « sont de nature à rassurer le RPCR » (la formation réactionnaire des colons blancs de Nouvelle-Calédonie, proche du RPR métropolitain).

Objectif 1989

Ce sont donc d'importantes et nouvelles assurances sur la question de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie que le gouvernement vient de donner à la droite colonialiste. Cela constitue une évolution décisive de sa politique qui devrait sonner le glas des illusions entretenues dans le milieu indépendantiste kanak sur les véritables objectifs du PS et du PCF. Dès lors, une décantation politique au sein du FI est inévitable et souhaitable, en raison de la nouvelle situation. Le projet gouvernemental d'autonomie interne consacre en effet le maintien de la domination coloniale pendant au moins cinq ans et prévoit, grâce à un référendum en 1989, toutes les dispositions pour perpétuer ou trouver un consensus local dans l'installation d'un pouvoir fantoche dans le cadre d'une indépendance formelle garantissant les intérêts des colons blancs et de l'impérialisme.

Ainsi, la future loi électorale devrait donner le droit aux colons blancs installés depuis seulement quelques dizaines d'années et à leurs descendants, de participer au référendum. Ironie de l'histoire, ce sont les « pieds-noirs » d'Algérie, installés en Nouvelle-Calédonie, qui



pèseront dans la décision sur l'avenir de ce territoire.

D'ici 1989, le gouvernement entend se donner les moyens de forger, pendant la période d'autonomie interne, une couche dirigeante autochtone favorable à son projet. Cela passe par la destruction de l'unité militante du FI autour de la revendication indépendantiste, par la relance de sa collaboration avec le groupuscule colonialiste de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (FNCS), et par l'utilisation du poids des chefs coutumiers et des associations professionnelles dans « l'assemblée des pays » qui sera créée en 1984. Lemoine n'espère-t-il pas que les représentants de la coutume auront un rôle « à la fois moteur et modérateur » ?

Ce projet néo-colonial bénéficie pour l'instant du soutien opportuniste d'une fraction du FI, de la FNCS et disposera peut-être

prochainement de l'aval intégral des dirigeants de la droite coloniale eux-mêmes. Mais c'est la cartellisation du mouvement indépendantiste en une demi-douzaine d'organisations disparates qui fait sa plus grande force. Le développement d'une unité militante dans la mobilisation pour l'indépendance et la définition programmatique d'un courant déterminé à continuer le combat pour l'indépendance et le socialisme seront donc les éléments déterminants des combats à venir. La défense intransigente de la revendication indépendantiste du peuple kanak et le soutien aux luttes des peuples colonisés par la France dans toute la région (voir les récentes grèves en Polynésie) doivent constituer la base de l'organisation en métropole d'un mouvement de solidarité anticolonialiste permanent prêt à affronter aux côtés des militants indépendantistes les prochaines échéances.

Vincent Kermel

OFFREZ DES LIVRES

Vous trouverez ce que vous cherchez

à « LA BRECHE »

Politique, romans, BD, enfants, arts, etc...

PLUS DE 5.000 TITRES DISPONIBLES

librairie diffusion
LA BRECHE

Heures d'ouverture
lundi: de 14h à 20h
de mardi à samedi:
de 12h à 20h

9, rue de Tunis, 75011, PARIS. Tél : 367 63 57



● CGT, autour de la scission de 1921, de L. Batsch et M. Bouvet. Prix : 60 F + port 6,30 F.

« S'appuyant sur de nombreux documents (les sources sont toujours citées), les auteurs étudient minutieusement le mécanisme et les conséquences de la scission de 1921. » (FEN Information.)

● Histoire de l'Internationale communiste (1919-1943), de P. Frank, en deux tomes. Prix : 130 F les deux tomes + 19 F de port.

● Commandes à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Chèques à l'ordre de PEC.

CHINE

Vague d'exécutions collectives

● La répression à grande échelle des délits pénaux constitue aujourd'hui l'un des principaux volets de la nouvelle orientation du régime

DEPUIS le 8 août dernier, une trentaine de grandes villes chinoises — parmi lesquelles Lhassa, Lanzhou, Pékin, Shanghai, Canton — ont été touchées par une vague d'exécutions collectives.

Le scénario est toujours le même. Plusieurs milliers de personnes sont rassemblées dans un stade pour un meeting au cours duquel sont proclamées les sentences. Ensuite, les condamnés pour « meurtres, vols, viols, enlèvements ou trafics » sont conduits sur « un terrain d'exécution », après avoir été promenés en camion dans les rues de la ville.

Dès le XII^e Congrès du parti, la criminalité et la délinquance avaient été fustigées comme l'une des manifestations de la « triple crise de confiance » (manque de confiance à l'égard du parti, de la patrie et du socialisme). Rappelons, même si elle avait d'autres objectifs (contrôle de l'économie « noire »), qu'une grande campagne contre les crimes économiques s'est déjà déroulée tout au long de l'année 1982. A cette oc-

casion, le champ d'application de la peine capitale avait été étendu aux « crimes économiques graves ». L'actuelle campagne s'inscrit dans cette lignée.

Une forme de contrôle social

La répression à grande échelle des délits pénaux est donc devenue une nouvelle forme du contrôle social. Il est significatif à cet égard que les « quotas » attribués à Canton soient particulièrement lourds. Par la proximité de Hong-Kong, par la création d'une des « zones économiques spéciales » les plus importantes, cette région est le meilleur symbole de la nouvelle politique économique chinoise. Il faut bien en conclure que l'« ouverture économique » et la répression brutale constituent les deux faces d'une même orientation.

Le fait majeur de cette campagne, c'est qu'elle vise à diffuser la terreur

au sein de la société chinoise. Les développements de l'ouverture économique produisent, dans les villes comme à la campagne, de nouveaux comportements — parmi lesquels très certainement une recrudescence de la criminalité, en particulier économique — d'indépendance vis-à-vis du Parti communiste, approfondissant la fameuse « crise de confiance ». Dans ces conditions, pour l'ordre bureaucratique, cette campagne de terreur finit par s'imposer comme une nécessité. C'est la façon la plus radicale pour le parti de clamer « je suis partout ».

Cette politique qui conjugue « ouverture » et violence est spécifique de l'après-maoïsme. Si la population est « conviée » à ces meetings de mise à mort, elle l'est au titre de spectateur. Si le devoir de délation est rappelé, aucun « comité de base pour la lutte contre la criminalité » n'est mis en place. Quant aux flics, certes ils accomplissent leurs « tâches socialistes », en arrêtant et en exécutant « sans pitié les



abominables ennemis du peuple », mais ils y sont encouragés par des stimulants matériels et autres primes diverses. De plus, en prenant pour cible les délits pénaux — notamment les crimes de sang — la direction chinoise savait qu'elle rencontrerait une certaine forme de consensus social, et elle évite le délicat terrain des délits d'opinion.

Voilà qui révèle brutalement une orientation permanente et spécifique de la direction post-maoïste quant au contrôle social : la diffusion ordonnée, maîtrisée, voire rationnelle de la crainte et de la peur est érigée en méthode de gouvernement. Il ne s'agit pas là d'un nouvel attribut de l'ordre bureaucratique mais d'une nouvelle façon de le faire valoir.

Rivalités bureaucratiques

« La Grande Campagne nationale » a commencé par un cafouillage. Il a fallu attendre le début du mois de septembre pour que Liu Fuzhi, le ministre de la Sécurité publique, demande au comité permanent de l'Assemblée nationale un nouveau texte de loi élargissant le champ d'application de la peine de mort. Légalité oblige. Au passage, la direction chinoise inventa une nouvelle catégorie juridique qu'on pourrait appeler « la

rétroactivité plénière ». Il ne s'agit en effet pas seulement de pouvoir requérir la peine capitale pour des délits antérieurs à la promulgation de la loi, mais de rendre pleinement légales des exécutions commises avant que la loi n'existât.

Il semble bien qu'il y ait eu désaccord quant à la date de déclenchement de cette campagne. Ce que confirment les informations selon lesquelles les circulaires internes avaient décidé du mois de novembre pour le début de la campagne. Cette campagne devait donc coïncider précisément avec le mouvement de rectification du style de travail dans le parti, c'est-à-dire avec la purge qui doit s'étendre sur trois ans. Les choses se sont passées un peu différemment.

Nous pouvons sur ce point risquer un pronostic. La purge vise ce qu'on peut appeler l'appareil moyen du PCC. Pour cette zone particulière de la bureaucratie, la campagne contre « la criminalité » tient lieu de pare-feu. Elle a, dès lors, intérêt à la faire déborder de son cadre initial. Et comme c'est très probablement cette couche de la bureaucratie qui est en première ligne dans la conduite concrète de la répression, on peut craindre un dérapage de cette campagne. Un dérapage sanglant car non maîtrisé politiquement.

Jacques et Jean Tossi

La mort de Peng Shuzhi

● De la fondation du Parti communiste chinois à la IV^e Internationale

LA MORT de Peng Shuzhi passera très certainement inaperçue en Chine. Nul ne rendra hommage à ce fondateur — avec bien d'autres oubliés aussi — du mouvement communiste chinois. Ni les autorités, bien sûr, encore tenues par l'histoire officielle du parti et de la révolution, ni les jeunes générations qui ignorent jusqu'à son existence.

Pourtant, Peng Shuzhi fut de cette génération de militants révolutionnaires dont le destin individuel se confond avec l'histoire même du XX^e siècle, des premiers pas de la révolution prolétarienne à la monstrueuse caricature du stalinisme. Espérons que sa mort ne nous privera pas de la parution des deux derniers tomes de ses mémoires, dont le premier, paru il y a quelques mois à peine (1), avait déjà révélé l'intérêt historique considérable.

Peng Shuzhi était né en 1895, dans la province du Hunan, parmi une famille de propriétaires terriens aisés. Très tôt, dans une Chine en pleine effervescence antimandchoue qui culminera dans la révolution de 1911 et la proclamation de la République à Nankin par Sun Yat Sen, Peng se libère du poids de la tradition et de la famille. Comme beaucoup de jeunes intellectuels chinois, il rejoint le mouvement républicain. Peng est vite séduit par le Mouvement du 4 mai 1919, animé entre autres par Chen Duxiu qui sera le principal dirigeant du Parti communiste chinois de 1921 à 1927, par son

aspect de mouvement anti-impérialiste et de renouveau culturel.

La création du Parti communiste chinois

La Chine connaît un véritable « printemps démocratique » : partout éclosent des revues, des clubs ouvriers, voire des syndicats. Là aussi, il faut souligner combien la Chine du début des années vingt n'échappe pas — avec des caractéristiques propres bien sûr, et exclusivement dans les grands centres urbains — au fantastique tourbillon politique, idéologique, culturel qui suivit la fin de la Première Guerre mondiale et la victoire de la Révolution russe, dans la plupart des pays.

Dans une Chine où les difficultés de transports et de communication sont considérables, la nouvelle de la révolution d'Octobre lui parvient seulement en 1919 ! En 1920, Peng fait partie du groupe communiste du Hunan, un des cinq que compte toute la Chine. Au moment du 1^{er} Congrès du Parti communiste chinois, en 1921, il n'y a certainement pas plus de cent communistes sur l'immense territoire (2).

De 1921 à 1924, Peng Shuzhi sera à Moscou où il étudie à l'Université communiste des travailleurs d'Orient. Il participe au 1^{er} Congrès des travailleurs d'Orient, aux congrès de l'Internationale communiste. Quand Peng rentre en Chine, en juillet 1924, en qualité de représentant des chinois

communistes de Moscou, il trouve un Parti communiste désorienté. En effet, depuis 1922 et selon les directives du Komintern, les communistes chinois sont tenus d'adhérer au Guomindang, le parti nationaliste créé en 1919 par Sun Yat Sen et Tchiang Kai Chek. La construction du Parti communiste, les tâches de la révolution sont subordonnées au soutien à la bourgeoisie nationale contre l'impérialisme... Ainsi sont créées les conditions qui mèneront à la tragédie de 1927, à l'écrasement du prolétariat chinois par le Guomindang, au repli des communistes dans les campagnes, et donc au changement politique profond dans la stratégie du Parti communiste chinois qui se concrétisa, dans les années trente, par la prépondérance du groupe maoïste (3).

L'échec de 1927

Avec d'autres dirigeants, dont Chen Duxiu à partir de 1925, Peng tentera de s'opposer à cette politique suicidaire avec le Guomindang. Peng sera, de 1925 à 1927, le rédacteur de l'hebdomadaire du Parti, *Xiangdao* (le Guide). Il connaît Zhou En Lai et Liu Shiaoqui à Shanghai. En 1927, le Parti communiste chinois est devenu une force réelle : plus de 100 000 militants, essentiellement dans les centres urbains — là où se développe l'industrie naissante — son influence s'étend sur deux à trois millions d'ouvriers grâce aux syndicats qu'il a contribué à créer.

La question est claire : qui dirigera la révolution nationale en Chine, qui réalisera les tâches démocratiques bourgeoises ? La bourgeoisie nationale, autrement dit le Guomindang ou la classe ouvrière, alliée aux paysans ? Staline et le Komintern ont déjà répondu : « Quitter le Guomindang serait pour les communistes chinois la plus grave des erreurs. Tout le développement de la révolution chinoise, son caractère, ses perspectives indiquent indubitablement que les communistes chinois doivent demeurer dans le Guomindang. » (4)

Le résultat est, hélas, connu : les communistes sont écrasés partout, à Shanghai, à Canton. Le parti est décapité et mettra des années à se reconstituer dans les bases paysannes de la Chine centrale. Dans les villes et les centres industriels, le parti ne réapparaîtra souvent qu'en 1949, après la victoire contre Tchiang Kai Chek...

Peng Shuzhi, qui a participé activement à la résistance ouvrière à Shanghai, sera emprisonné pendant plusieurs années par le Guomindang. Libéré, il rejoindra ensuite l'Opposition de gauche, dont l'écrasement politique et humain en URSS coïncide, en Chine, avec la mainmise de Mao Tse Tung sur le Parti communiste. Après s'être exilé de Chine en 1949, Peng Shuzhi adhéra ensuite à la IV^e Internationale.

Contrairement à ce que prétendent les thuriféraires passés et présents du maoïsme, l'histoire du Parti communiste chinois ne se confond pas avec le « grand ti-

monier », la révolution n'a pas commencé avec la Longue Marche et la vie de militants révolutionnaires comme Peng Shuzhi sera toujours assez forte pour arracher son masque de mensonges à l'histoire officielle.

Nous reviendrons sur les mémoires de Peng Shuzhi quand les deux derniers tomes paraîtront, mais souvenons-nous toujours de ce qu'il écrivait dans son introduction : « Qu'ai-je donc voulu faire en m'attachant à faire revivre, dans ma mémoire, les épisodes les plus significatifs de ma si longue expérience de militant révolutionnaire ? Rien d'autre que d'œuvrer pour que l'histoire, enfin, retrouve son vrai visage. Qu'en Chine, comme hors de Chine, les générations montantes se délivrent à jamais du fardeau de mensonges et de tartufferies que staliniens, fascistes et impérialistes de tous les pays ont fait porter aux hommes de ma génération pendant tant et tant d'années. »

Jean-Michel Masson

1. Claude Cadart, Cheng Yingxiang, « Mémoires de Peng Shuzhi, l'envol du communisme en Chine », Gallimard 1983, 95 F. On lira, à ce propos, avec intérêt, la note de lecture de Pierre Frank dans le n°12 de « Quatrième Internationale ».
2. Sur le Parti communiste chinois, lire J. Guillermaz, petite bibliothèque Payot, 1975.
3. « La Tragédie de la révolution chinoise », H. Isaacs, Gallimard, et « la Question chinoise dans l'IC », P. Broué, EDI.
4. Thèses du VII^e Plenum de l'IC en 1927.

Rêves en rose

Une sortie à la sauvette, avant les fêtes, dans une seule salle de quartier (le Marais), autant dire que le film de Dusan Hanak, *Rêves en rose* ne va pas tarder à retrouver le chemin de Bratislava.

Et pourtant, voilà une occasion unique de découvrir, seize ans après le Printemps de Prague, qu'il existe toujours un (bon) cinéma tchécoslovaque, même si celui-ci est un pur produit slovaque, issu des studios de Bratislava.

A travers l'opposition entre une communauté paysanne xénophobe se liguant pour empêcher l'amour d'un facteur non-sensique et d'un tzigane, c'est surtout une formidable leçon de poésie que nous ad-

ministre D. Hanak. J'ai rarement vu ces dernières années un film qui entretienne des rapports aussi étroitement sympas avec la poésie des frères Prévert et le cinéma de Jean Vigo ! Ironique, insolent, poétique, *Rêves en rose* est un régal de 90 minutes qu'il serait dommage de laisser couler entre les grosses machineries cinématographiques qui déferlent sur les écrans en cette fin d'année. Provinciaux, désolé ! A moins d'écrire aux distributeurs, je ne vois pas ce qui pourrait permettre à ce très bon film d'avoir une carrière égale de pas mal de navets... C'est d'ailleurs cela, le vrai scandale !

M. Laszlo

Les Anges du boulevard

Un film chinois comme on ne sait pas encore très bien qu'il en existe. La vie du petit peuple de Shangai, l'immense métropole « occidentale » d'avant la guerre (le bruit des bottes japonaises n'est entendu qu'en sourdine) filmée avec la conviction où l'on reconnaît l'humanisme social qui dominait dans les années trente le cinéma de plusieurs continents. Russes, japonaises, chinoises, françaises, les images de la vie et de la mort, de la joie et de la misère, dessinent une sorte d'universalité qui restera l'un des temps forts de toute histoire du cinéma. Yuan Muzhi teinte la joie d'une telle tristesse et charge la mort d'une telle intensité que son film, à peine débarqué, a déjà le statut d'un classique nécessaire, un lien qui irait de Renoir à Mizoguchi.

P. G.

A la poursuite des étoiles

La naissance de Jésus, une date qui n'est pas négligeable, traitée comme une sorte de « non-événement », une manière de circonstance un peu hasardeuse, un peu aléatoire, vécue par des rois mages très corrigés. C'est un beau conte de Noël. A très longue distance de l'imagerie officielle ou sulpicienne, Olmi prend le parti de la fable, de l'histoire paysanne pleine de roublardise, d'humour, de peur et de conviction pas forcément inébranlable. L'événement lui-même résiste bien à la désacralisation. Ces rois mages, sorte de Pieds nickelés évangéliques, leur suite de soldats bègues et dépenaillés, leur compagnie de marchands et de curieux sont comme un gigantesque cirque ambulancier sur l'étroit chemin de la foi, ou de la poésie. La même chose dirait-on. Ça ne se termine pas très bien...

P. G.

Boat people

ON voudrait un malentendu, il n'y en a pas. On voudrait la marque d'une hésitation, d'une ruse, d'une ironie, il n'y en a pas. On voudrait un peu de conscience critique, il n'y en a pas. Ni dans le film, abject. Ni dans le consensus de la critique, risible et odieux tout à la fois. Il ne faut pas confondre, certes. Le film c'est le film et la critique c'est la critique, certes. Mais la béatitude apolitique de la critique est le reflet exact de la seule dimension réelle de ce film : une œuvre de remobilisation morale et idéologique de l'impérialisme et de l'Occident, patronnée par le fric des banquiers de Hong-Kong. Que le Vietnam ne soit peint que sous les couleurs les plus noires, une grande boucherie à ciel ouvert, avec les images les plus éculées du cinéma militaro-propagandiste, c'est beaucoup. Qu'une prétendue objectivité soit une garantie de validité du témoignage de même que « l'efficacité » serait une garantie de cinéma, c'est trop. Que les seuls personnages positifs du film soient ceux qui exhibent comme



des reliques sacrées les stigmates du colonialisme français et de la guerre américaine, ça déborde. On balance *Apocalypse Now* et Fuller en parrains de ce film comme s'il fallait encore aveugler le spectateur par des citations de poids. Nous n'attendons d'aucune fiction qu'elle se plie à des exigences politiques. Cette liberté n'est pas rétroversible : *Boat People*, c'est l'inverse, une exigence politique haineuse qui

plie à elle le peu de fiction qu'un imaginaire atrophié est capable de produire sur le Vietnam des années quatre-vingt. Il n'y a pas trois ans ce film aurait été fustigé de toutes parts et les salles de cinéma placées sous protection policière ! Il faut croire que les temps changent, seule la servilité et l'esbrouffe demeurent.

Piotr Gourmandisch

Reprises...

Les Bas-Fonds, de Renoir, inaugure un « France années trente » de cinq films qui permettra de voir un bon échantillon du cinéma de l'époque, réalisme et poésie, préoccupations sociales et romanesques à tout crin. D'une certaine manière, un cinéma qui n'avait peur de rien, ni du pessimisme le plus sombre ni du bonheur le plus fou. *Dans les rues*, de V. Trivas, film voyou et baroque, lyrique et d'inspiration sociale très « front pop » est en tous points admirables. *Senso* (1954, déjà !) est l'illustration parfaite d'une

toute autre beauté. On sait tout sur Visconti, culture, esthétique, désenchantement, raffinement de la cruauté morale et sociale. Tout cela mis à plat dans l'absolue rigueur du grand classicisme.

L'utilisation criminelle d'une caméra au trépied meurtrier et l'atmosphère d'un noir et blanc presque malsain ont fait de *le Voyeur* (1959) de M. Powell une sorte de référence obligée chez les amateurs de bizarreries cinématographiques. Loin de ce culte idolâtre, cette reprise permet de

reconnaître un excellent film trop mésestimé par les gens bien élevés. En rendant un de ses nombreux hommages aux bons sentiments des bons Américains dans cette bonne démocratie aimée du Bon Dieu, Capra ne savait pas que *la Vie est belle* (1946) nous réjouirait aujourd'hui comme la comédie de l'absurde allant jusqu'à inclure cette pièce d'anthologie : les images d'un « contre-film », négation de ces bons sentiments, négation de l'américan way of life et cinéma beaucoup plus « vrai » !

Piotr Gourmandisch



• Samedi 20 h 35 (FR3), deuxième et dernier épisode du film de Mauro Bolognini, *la Dame aux camélias*, avec Isabelle Huppert.
• Dimanche 22 h 30 (FR3), *un Homme de fer*, d'Henry King, avec Gregory Peck. Excellente reconstitution d'un camp de bombardiers américains en 1942, et des

problèmes afférents à la mort et à la guerre.

• Lundi 20 h 35 (A2), « Grand Echiquier » spécial Folon, avec beaucoup de gens intéressants : W. Allen, R. Bradbury, Saül Bass, Herbie Hancock, M. Legrand, Y. Montand, V. Sanson... et l'ombre de Jacques Brel.

20 h 35 (FR3), *le Guignolo*, on peut préférer ce duo Lautner-Belmondo à celui qui vient de commettre *le Marginal*.

• Mardi 20 h 40 (A2), *Coup de torchon*, excellente transposition dans l'Afrique équatoriale française de l'entre-deux guerres, du chef d'œuvre absolu du roman noir *1275 âmes*, de Jim Thompson. Noiret et Guy Marchand sont très bons, Huppert est superbe, mais Eddy Mitchell et Stéphane Audrant sont absolument géniaux. A ne pas rater !

20 h 35 (FR3), « Dernière Séance » fantastico-romantique avec *le Septième Voyage de Sin-*

bad, de N. Juran, qui vaut surtout pour les superbes truquages du grand maître du genre, Ray Harryhausen, et *la Charge de la brigade légère*, de Michaël Curtiz, pour le couple mythique Errol Flynn-Olivia de Havilland...

• Mercredi 16 h 50 (TF1), *De la Terre à la Lune*, d'après Jules Verne, un petit film de SF américain des années cinquante, réalisé par Byron Haskin.

• Jeudi 16 h 45 (TF1), *le Maître du monde*, d'après Jules Verne, par le plus célèbre réalisateur de « sérials » US, William Witney. Vaut surtout pour l'interprétation opposant C. Bronson à Vincent

Price.

22 h (FR3), *la Flûte enchantée*, d'Ingmar Bergman. La beauté de l'opéra de Mozart à l'état brut, sans fioritures, ni artifices... pour goûter le génie de la musique.

• Vendredi 16 h 25 (TF1), *l'Île mystérieuse*, d'après Jules Verne. Un film de Cy Endfield avec M. Craig et Joanne Greenwood.

20 h 35 (FR3), *les Tilleuls de Lautenbach*, un bon téléfilm alsacien, de B. Saint-Jacques, racontant l'histoire d'un petit alsacien dont l'enfance se déroule entre la boucherie de 1914-1918 et l'horreur de 1939-1945.

Michel Laszlo

HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

Résumé. Les républicains sont majoritaires. Un vaste programme de libertés démocratiques et de laïcisation est entrepris. C'est l'œuvre de Jules Ferry : gratuité et obligation de l'enseignement scolaire...

Former des républicains patriotes, instruits, respectueux des lois et valeurs du régime, échappant à l'influence de l'Église, tel est le but...



... tandis qu'il s'agit de fournir à l'industrie, en pleine expansion, une main d'œuvre qualifiée...



... et qui s'organise. 1895-LIMOGES: 1^{er} congrès de la



Après une période d'accalmie c'est à nouveau la tension entre l'Église et le gouvernement. Les catholiques participent à l'agitation antidreyfusarde.



1902-1904 Les congrégations, mises en cause, sont interdites d'enseignement.



En 1905 est votée la loi de séparation...



A suivre...

Sixième congrès

Le VI^e Congrès de la LCR se tiendra en janvier 1984 dans la région parisienne. Tous les militants de notre organisation sont appelés à débattre de la situation après plus de deux ans de gouvernement de gauche, des tâches d'une organisation révolutionnaire aujourd'hui, des moyens pour avancer dans la construction de la LCR.

Ces questions intéressent, bien au-delà de la LCR, des milliers de travailleurs et de travailleuses, de militants qui ne se reconnaissent pas

dans la politique du PS et du PC au gouvernement, dans le soutien que leur apportent les directions des confédérations syndicales.

Les révolutionnaires n'ont rien à cacher de leurs débats. Nous avons déjà publié le projet de thèses adopté par la majorité du comité central dans *Critique communiste*, qui publiera des contributions au débat. *Rouge* ouvre dans ses colonnes une tribune de discussion qui se prolongera jusqu'en janvier.

La LCR et les autres courants : un exemple en Lorraine

FACE aux problèmes posés par la situation actuelle et que nous abordons dans notre débat de congrès, de nombreux militants ressentent le besoin de discussions politiques entre les différents courants du mouvement ouvrier. Leur bonne tenue, rejetant les sectarismes, est un enjeu important aujourd'hui. Aussi, nous voulons évoquer ce qui s'est fait dans ce sens en Lorraine.

Au printemps 1982, contact a été pris avec des camarades du PSU hostiles à la politique de leur direction (ils ont quitté ce parti après l'entrée d'H. Bouchardeau au gouvernement). En commun, nous avons organisé, sur la Lorraine et la Haute-Marne, une conférence ouvrière sur la base d'un appel de militants LCR, PSU et autres (juin 1982). Cette initiative, rassemblant cinquante camarades environ, a permis aux participants de mieux apprécier leur degré d'accord, leurs divergences éventuelles sur l'attitude face aux restructurations industrielles, à l'austérité et sur le syndicalisme.

Au-delà des larges convergences enregistrées (notamment sur l'activité à l'intérieur des syndicats), le bilan très positif tiré par les participants tenait à l'échange d'expériences réalisées, à l'ambiance unitaire montrant la possibilité de militer ensemble. Des contacts furent d'ailleurs pris pour prolonger la conférence sur le terrain entre des militants de même localité ou entreprise. Certains, tout en se connaissant, n'avaient jamais rien entrepris ensemble auparavant. Les défiances réciproques purent être levées et un groupe de liaison mis en place, qui se réunit périodi-

quement. En janvier 1983, il a organisé une réunion-débat à Longwy, où les discussions sont nombreuses depuis les luttes de 1979; une vingtaine de camarades étaient présents, dont d'anciens militants du PCF. D'autres initiatives peuvent être aujourd'hui envisagées, notamment en vue de rassembler les militants ouvriers hostiles à l'austérité et aux restructurations sur le dos des travailleurs.

Quelles conclusions tirer de ces diverses activités? Ne pas exagérer l'ampleur tout d'abord: elles ne concernent pas dans l'immédiat des dizaines de milliers de militants venant débattre. Cependant, des initiatives peuvent être prises et il ne faut les négliger. D'autant plus, et notre expérience en Lorraine le prouve, que ce n'est pas contradictoire avec l'intervention vers la masse des travailleurs; mais, cela peut au contraire la faciliter par des activités communes. Autre leçon: les rapports que nous avons avec les camarades venant du PSU sont intéressants parce que nous évitons de revenir sans cesse sur nos divergences théoriques ou sur le passé politique des uns et des autres?

Nous débattons en fonction des exigences de la lutte des classes auxquelles nous sommes confrontés. Cela nous permet d'avancer dans les discussions et d'agir en commun. C'est avec cette méthode que nous pourrions peser sur l'évolution du mouvement ouvrier français au cours des prochaines années. C'est possible et c'est urgent.

R. H. et J. V. (Lorraine)

Qu'est-ce qui se cache derrière les « succès » électoraux de Le Pen?

LES élections municipales partielles de Dreux et d'Aulnay-sous-Bois ont montré que l'extrême droite obtient des « succès » certes limités mais indéniables. De quoi s'agit-il? La profession de foi résultant de l'accord de notre organisation avec LO en vue des élections municipales d'Aulnay, en comparant la situation française aux événements qui se sont déroulés en Allemagne en 1933, indique que le fascisme menace. Si telle est la situation, alors il est urgent de mettre au cœur de notre activité une campagne politique visant à réaliser un front unique ouvrier antifasciste. La profession de foi ne propose pas cet axe de campagne car bien évidemment la lutte antifasciste de masse n'est pas la tâche de l'heure.

Alors, qu'en est-il? Nous avons tout remarqué que l'extrême droite développe une campagne raciste de haine contre les travailleurs immigrés. Nous avons également remarqué que le gouvernement de front populaire applique une politique bourgeoise entièrement tournée contre les travailleurs. Tournée contre les travailleurs en général, cette politique s'en prend particulièrement aux travailleurs immigrés. Les mesures d'expulsion sans précédent qu'a décidées le gouvernement à l'encontre des travailleurs immigrés, les décisions prises par Georgina Dufoix ne peuvent que faire le lit

du racisme, permettre à l'extrême droite de faire une percée électorale en captant une partie, certes limitée, des voix petites-bourgeoises et des couches populaires marginalisées par la crise économique, qui avaient contribué à chasser Giscard et qui sont aujourd'hui déçues par l'orientation que suit ce gouvernement depuis mai-juin 1981.

Par ailleurs, chaque élection confirme la nature essentiellement ouvrière des abstentions. Par ces votes, les travailleurs montrent leur mécontentement de la politique menée par le gouvernement de front populaire opposée aux aspirations, qu'ils ont exprimées en mai-juin 1981. La combinaison de ces deux éléments, déplacement des voix vers l'extrême droite, abstentions dans les quartiers ouvriers, bien qu'ils soient encore limités, est un indice d'une situation politique lourde de crise sociale. En effet, le gouvernement de front populaire, en se soumettant de plus en plus aux exigences de la bourgeoisie, tendra par sa politique à exacerber les tensions entre les classes, à opposer directement la classe ouvrière à la classe bourgeoise. C'est en ce sens que nous pouvons dégager de la situation présente, que les affrontements majeurs entre les classes sont bien devant nous.

D. S. (Chatou) Tendance 1

Les thèses à l'épreuve d'Aulnay

DANS *Rouge* du 11 novembre, sous la plume de Laurent Carasso et sous le titre « A propos d'un débat avec LO », on lit « Les travailleurs n'auraient rien à perdre si les ministres communistes sortaient du gouvernement pour prendre la tête des luttes des travailleurs... Nos camarades de LO, ces dernières semaines, ont exprimé le même point de vue, en particulier dans un tract diffusé lors de la campagne pour le gouvernement pour prendre la tête des luttes ». Et L. Carasso de polémique avec LO. Fort bien... Mis à part que la formule de LO se trouve aussi dans la profession de foi LO-LCR! Ce n'est pas un petit problème. Faut-il s'adresser aux électeurs communistes en leur disant: « Les ministres PC doivent sortir du gouvernement pour prendre la tête des luttes », ou plutôt: « Ensemble, exigeons des ministres PC et PS qu'ils gouvernent contre les capitalistes »? Doit-on laisser entendre que le PCF pourrait sortir du gouvernement pour prendre la tête des luttes ou plutôt que si cela se produisait (ce qui est loin d'être exclu) ce serait pour

mieux diviser et conduire à la défaite? Si le PCF quittait le gouvernement, faudrait-il dire: « C'est un premier pas, allez plus loin, prenez la tête des luttes! », ou plutôt « Non à la division!, « PS-PC, gouvernez ensemble contre les patrons! »?

A trop vouloir démontrer, L. Carasso démontre que la LCR s'est adaptée à la position de LO à Aulnay. Pas un mot sur le désistement avant le premier tour, ni dans la profession de foi, ni dans les tracts LCR, ni dans *Rouge*. LO avait annoncé son intention de négocier sa participation à la liste de gauche en cas de score supérieur à 5%. La LCR ne peut pas laisser planer la moindre ambiguïté: pas question de participer, quel qu'en soit la forme, à une liste de soutien au gouvernement. Désistement inconditionnel pour battre la droite, mais aucun soutien à la politique du gouvernement qui fait son jeu, voilà les questions de principe sur lesquelles le LCR ne doit pas céder. A notre sens, aux élections, la LCR devrait dire les choses suivantes: pour nos revendications, nos salaires, notre

emploi, il faut battre la droite. Ce sont les mesures anti-ouvrières du gouvernement qui renforcent la droite et l'extrême droite, ce sont elles qui provoquent l'abstention à gauche. Nous n'avons pas voté pour ça le 10 mai. Ensemble exigeons du PS et du PCF qu'ils gouvernent contre les capitalistes. Au lieu de cela, la LCR a glissé sur les positions de LO. Bavure? Non, conséquence logique des thèses majoritaires: la recherche, illusoire, d'un « pôle alternatif » « à la gauche de la gauche » devient notre « boussole ».

Va-t-on aborder les élections européennes avec une telle boussole? Quel va être le profil de la LCR dans les deux ans à venir, jusqu'en 1986? Va-t-il être orienté par cette boussole de la « gauche de la gauche »? Voilà l'enjeu de notre congrès.

A Aulnay, le projet de thèses a été mis en pratique. Dure épreuve pour les thèses, et malheureusement dure épreuve pour la LCR.

B. B. (Paris) Tendance unifiée

Parti d'action ou parti bavard?

LES camarades qui ont l'analyse la plus « optimiste » de la situation politique, c'est-à-dire ceux qui refusent les rectifications prudentes apportées par la majorité à certains points des thèses du précédent congrès (concernant l'imminence des affrontements révolutionnaires), ont, par ailleurs, une conception du front unique ouvrier paradoxale.

Cette conception du front unique apparaît dans toutes leurs propositions ponctuelles, soit dans la bataille laïque, soit dans les différentes phases de la lutte contre l'austérité. Pour nous, la tactique de front unique peut se résumer en une seule formule: c'est la lutte pour l'unité de la classe ouvrière dans l'action. Et un des aspects, finalement secondaire, de cette politique est l'interpellation des dirigeants de toutes les organisations ouvrières.

Mais les camarades tendent, eux, à réduire la politique de front unique à ce

seul aspect. Or, pris de manière isolée, il se transforme en propagande. C'est la pétition qu'ils nous proposent comme réponse magique à toutes les échéances de la lutte des classes.

C'est tout à fait étonnant de réduire à cette propagande l'activité de la LCR, si nous approchons des affrontements révolutionnaires! Faire de la propagande pour le front unique est dangereux; cela donne une image de l'organisation, comme aile gauche des partis traditionnels (PC et PS), agissant de l'extérieur, mais avec les moyens et les méthodes que se donnerait une opposition interne.

Il est tout différent de se battre pour qu'il y ait une adresse faite aux syndicats et partis ouvriers sur la base de mobilisations de masse, et donc d'orienter tout notre effort, d'abord vers l'intervention dans les mobilisations existantes. C'est le cas, par exemple, avec la lutte antiraciste, ou avec tous ceux qui dans

les syndicats refusent l'austérité et se regroupent pour le dire.

D'autres camarades, ceux de la T3, font finalement la même erreur. Ils mettent la propagande au centre des activités qui devrait être la nôtre. Même si pour eux, il s'agit de faire une propagande très générale sur le socialisme. Pour eux, l'apparition d'une alternative programmatique au PS et au PCF, de masse, dans le mouvement ouvrier, serait la condition absolument indispensable à l'entrée en lutte de la classe ouvrière.

La LCR ne pouvant prétendre, seule, être porteuse de cette alternative crédible à une échelle de masse, les camarades nous proposent de « regrouper », sous une forme mal définie, tous les éléments de l'avant-garde existant potentiellement, quitte pour ce faire, à abandonner des éléments essentiels de notre programme, de notre identité, et le choix de construire un parti léniniste.

P. A. (Essonne)

Etudiants : quelle intervention ?

MAI 1968-mai 1983. Le parallèle a fait couler beaucoup d'encre. Mais pour tous les révolutionnaires, mai 1983 ne signifie pas que le milieu étudiant soit en passe de basculer à droite. La vraie question que posent les mobilisations est: comment éviter que sous l'impact du chômage et de la crise, la faiblesse d'une alternative ouvrière ne favorise dans le milieu étudiant le désarroi et l'acceptation « réaliste » d'une professionnalisation de l'université faite de sélection, de concurrence et d'austérité.

Il ne suffit pas de montrer que le gouvernement PS-PC est au premier chef responsable des impasses actuelles. Si les étudiants se montrent sensibles aux gran-

des orgues de la « professionnalisation » et soit restent apathiques soit réagissent par des mobilisations ponctuelles et défensives qui n'excluent pas le corporatisme, c'est d'abord parce qu'ils ne voient aucune alternative aux mesures gouvernementales.

L'axe de notre intervention doit être de rendre crédible l'existence des « solutions ouvrières » sur le terrain de la formation. Il ne s'agit pas d'une simple question de propagande. L'enjeu est de dépasser l'isolement des luttes et l'éclatement des revendications, de permettre l'avancée politique des militants les plus actifs.

On l'a vu à travers la grève massive des étudiants en médecine. Pour dégager son

importance politique, la lutte contre la sélection devait s'étendre au numerus clausus. Mais aujourd'hui cette démarche n'est crédible que si l'on part des besoins réels en santé pour avancer les revendications alternatives aux modalités et au contenu de la formation actuelle. Cela dans le sens du lien avec les travailleurs de la santé pour le contrôle sur la formation. Même minoritaire, cette démarche est indispensable à l'affirmation de nos perspectives politiques.

Par l'élaboration programmatique, par ses propositions dans les luttes, c'est ce cadre que doivent développer les militants de la LCR.

F. P. et J. P. Tendances 3

ECOLE

« Une situation où doivent jouer les rapports de forces »



● Interview de Michel Bouchareissas, secrétaire général du comité national d'action laïque (CNAL)

● Quel bilan tirez-vous des sept manifestations régionales ?

Bilan chiffré et bilan politique sont liés. Si les manifestations avaient été maigrichonnes, beaucoup se seraient empressés, peut-être même à gauche, de dire que la question laïque était enterrée. La conséquence politique d'une participation énorme des forces populaires, c'est la nécessité pour le pouvoir de prendre en compte leur signification profonde. La preuve a été apportée, dans la rue, que le peuple est attaché à son école. Cette école ne peut être que l'école laïque, faute de quoi on fait le choix de l'atomisation, de l'antagonisme.

● Qu'attendiez-vous de la gauche ?

La gauche arrivant au pouvoir, nous étions en droit d'attendre que ses engagements soient suivis d'effet et que la gauche prenne ses responsabilités. Elle ne l'a pas fait dans les six premiers mois, elle a eu tort. Les nationalisations industrielles et bancaires n'avaient sans doute pas un impact social supérieur à ce que peut représenter la nationalisation laïque de l'enseignement. Nous avons subi le choc d'une attente restée vaine, et nous avons, avec le temps, mis un certain nombre d'espoirs dans ce qu'allait entreprendre Savary au nom du gouvernement. Nous n'avons pas manqué alors de dénoncer ses lenteurs.

● Vous avez finalement refusé les bases proposées par Savary le 20 octobre. A quoi dites-vous « non » ?

Nous avons dit « non » au schéma en vertu duquel le public et le privé devraient être traités à part égale. Le problème, c'est celui de l'existence d'un enseignement privé subventionné. Nous avons dit non à la méthode globale, qui conduirait à des interférences dangereuses, dans le sens de la privatisation du public. Nous avons dit non à tout ce qui pouvait faire apparaître le privé comme un modèle d'inspiration pour le public : qu'il s'agisse de la notion d'autonomie, des conséquences de la décentralisation, et plus encore du « caractère propre ». Nous avons dit non à cela, et la masse des laïques a bien senti qu'il fallait là-dessus mettre un coup d'arrêt aujourd'hui.

● Est-ce qu'il n'est pas paradoxal que ce soit un gouvernement de gauche qui tente d'introduire une logique de privatisation du service public ?

C'est paradoxal et anormal. Cela découle d'une certaine peur, de caractère électoraliste, de ce débat. Et j'en fais grief à la gauche qui a été extraordinairement silencieuse jusqu'à décembre 1982 sur cette question. Fébrile pour des raisons électorales, et en fonction d'une mauvaise analyse, la gauche a voulu gagner du temps et en fait elle en a

perdu, parce qu'elle ne peut pas reculer indéfiniment sur cette question. La gauche doit être fidèle à ses engagements. Si elle passait à côté, elle commettrait une erreur historique, étant entendu que les laïques votent aussi et qu'elle n'a aucune espèce de chances de récupérer des voix dans le camp de ses adversaires.

● La presse a évoqué la démission de Savary. Quelle est votre position à ce sujet ?

Il y a eu, sur la personnalité du ministre actuel, un certain nombre de slogans dans certaines de nos manifestations. Le CNAL n'a pas considéré qu'il était de son rôle de demander la démission du ministre. Nous n'avons jamais demandé ni la démission de Poniatowsky ni la démission de Beullac naguère, parce que ce qui compte ce ne sont pas les hommes mais la politique qu'ils mènent au nom d'un gouvernement. Je crois à la solidarité gouvernementale dans ce domaine. Cela étant dit, nous retrouverons ce problème à travers les propositions que fera Savary.

● Louis Astre écrit : « La stratégie par étapes n'est-elle pas autre chose qu'une supercherie ? » Est-ce que ce bilan implicite ne pouvait pas être tiré plus tôt ? Est-ce que la stratégie des « négociations fraternelles » n'était pas condamnée à déboucher soit sur l'impasse, soit sur des concessions inacceptables ?

Louis Astre a raison de dénoncer sinon la supercherie, du moins le risque d'une stratégie par étapes. Dès juillet 1981, nous avons souligné ce risque auprès du président de la République. Cela dit, il nous a fallu tenir compte des rapports de forces, et des réalités. Mais la situation d'aujourd'hui nous ramène aux questions de principe. Un exemple précis : la question de l'intégration volontaire des enseignants du privé qui demandent, à mon avis, massivement à bénéficier de cette mesure. Il y a là une clé à travers laquelle se pose aussi le problème des chefs d'établissement. Car ceux-ci, et derrière eux l'autorité diocésaine, ne pourraient plus nommer les enseignants fonctionnaires ; cela met en cause nécessairement le statut des établissements. Nous serons là-dessus tout à fait intransigeants.

● On peut imaginer que les enseignants du privé bénéficient des avantages de la fonction publique, avec un statut particulier, tout en restant sous la tutelle du privé...

S'il était question d'un statut particulier, ce serait déjà une atteinte au statut général de la fonction publique. C'est bien d'une entrée



dans la fonction publique qu'il s'agit pour nous, avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire la « laïcisation » de l'enseignement privé, une première mesure vers son entrée dans un système unifié et laïque.

● Est-ce qu'il y aurait de votre part un nouvelle stratégie qui reviendrait à miser sur la laïcisation des personnels, progressivement ?

C'est potentiellement à quoi nous pensons ; c'est très clairement ce que je dis dans la mesure où c'est un moyen d'obtenir un commencement d'intégration qui signifierait pour nous une forme de nationalisation.

● C'est un processus de « nationalisation » sur plusieurs dizaines d'années ; on a parlé de 15 000 postes proposés aux enseignants (ils sont 110 000), sur la base du volontariat, avec toutes les pressions de leurs employeurs, c'est une affaire de longue haleine...

Je suis persuadé que si nous réussissons à obtenir l'intégration d'une première tranche de 15 000, la mesure sera extrêmement contagieuse. Cela fera tâche d'huile. Je ne peux pas me permettre un pronostic sur la durée du processus.

Mais il faut commencer par le commencement.

● Les demandes du CNAL à la majorité parlementaire se résument-elles à cela ?

J'ai bien l'intention, devant le groupe parlementaire du PS, puisqu'il est le seul pour le moment à m'avoir invité, d'élargir le problème à la finalité de la démarche. Mitterrand a fait une promesse formelle sur l'unification laïque du système éducatif. Il s'agit de mettre un terme à l'existence du dualisme scolaire subventionné.

● Cela passe par quoi ? Vous aviez évoqué la nécessité de légiférer ; or, les lois antilaïques sont toujours en vigueur...

Cela passe nécessairement par l'abrogation de l'arsenal législatif constitué par les lois d'exception Debré, Pompidou, Guermeur...

● Une fois qu'on a fait cela, il reste à mettre à la place autre chose...

Il reste à promouvoir l'enseignement public, à ouvrir des établissements publics partout où il n'en existe pas, et à ramener l'enseignement privé confessionnel ou patronal à sa véritable place qui est celle d'entreprises libres d'exister

mais non financées par les fonds publics.

● Mais vous ne croyez pas que le PCF et le PS sont en mesure d'adopter une loi de nationalisation laïque ?

Indiscutablement, la Constitution étant ce qu'elle est, le dernier mot appartient à l'Élysée. Nous ne négligeons pas pour autant le Parlement. Dans la mesure où un courant serait recréé au niveau des parlementaires qui ont une majorité substantielle à l'Assemblée nationale, il me paraît difficile d'imaginer que l'Élysée et le gouvernement puissent y être indifférents. Nous pousserons très fort en ce sens.

● Et les récentes déclarations de Mauroy ?

Elles me paraissent prendre acte, quelques jours après la fin de nos manifestations, de ce qu'elles signifiaient. Le gouvernement paraît avoir compris d'une part qu'il ne peut enjammer les laïques : c'est une crainte que nous pouvions avoir il y a quelques semaines. D'autre part, qu'il faut maintenant avancer, non pas en jouant les arbitres, comme l'a trop aisément joué le ministre de l'Éducation nationale au nom du gouvernement depuis quelques mois, mais en prenant des décisions. Nous en revenons à une situation plus classique où doivent jouer les rapports de forces.

● Alors quelle suite comptez-vous donner à la mobilisation en se souvenant que le succès du 9 mai 1982 n'avait pas suffi à infléchir la politique du gouvernement ?

Nous n'avons pas arrêté, à quelques jours de nos manifestations, des objectifs d'action ; mais nous n'excluons rien. Nous allons jouer le jeu, prendre acte des propositions qui vont nous être faites. Si les choses traînaient ou semblaient s'orienter vers des décisions simplement ponctuelles, il est tout à fait possible que nous organisions autre chose de plus spectaculaire encore. Une manifestation centrale, par exemple, puisque l'objectif en a été évoqué ici ou là ; c'est quelque chose qui se prépare, mais c'est quelque chose qui pourrait avoir lieu si le besoin s'en faisait sentir.

● Mais vous n'avez pas d'échéance particulière, sinon celle que fixera le gouvernement ?

Ou bien le gouvernement manifeste l'intention de légiférer à la session de printemps, ce qui n'est pas loin, et alors nous jouons le jeu de la négociation, ou bien, si cela ne suffit pas, il est indiscutable que nous entrerions à nouveau dans l'action traditionnelle : manifestations, voire actions de grève, dont le moment et la portée resteraient à étudier.

Propos recueillis par N. Jeanson